



GROUPE EDF

Rapport financier semestriel juin 2007

1 Chiffres clés.....	3
2 Présentation des résultats du premier semestre 2007	4
3 Eléments de conjoncture et événements marquants	6
4 Analyse du compte de résultat consolidé pour les premiers semestres 2007 et 2006	17
5 Analyse du résultat d'exploitation par zone géographique	25
6 Financement et endettement financier	34
7 Evénements postérieurs au 30 juin 2007	39
8 Principaux risques et incertitudes pour le second semestre 2007	42
9 Faits marquants relatifs aux litiges en cours	43
10 Perspectives.....	45
11 EDF S.A. Information financière.....	45

1 Chiffres clés

Les informations financières présentées dans ce document sont issues des comptes consolidés résumés du semestre clos le 30 juin 2007 du Groupe EDF.

Ce dernier décrit en particulier les principales règles et méthodes comptables du groupe dans la note 1 ainsi que la comparabilité des exercices dans la note 3.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés sont établis conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire et sur la base des normes comptables internationales IAS/IFRS connues à cette date et telles qu'elles devraient être applicables de manière obligatoire à la clôture de l'exercice 2007.

Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets. A ce titre, ils doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés au 31 décembre 2006 et par référence au résumé des principales méthodes comptables et d'évaluation décrites aux notes 1, 2 et 3 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2006 et compte-tenu de l'évolution des principes comptables sur la période.

Les chiffres clés du Groupe au premier semestre 2007 sont les suivants :

En millions d'euros	1 ^{er} semestre 2007	1 ^{er} semestre 2006 ¹	Variation en valeur	Variation en %
Chiffres d'affaires	30 311	30 362	(51)	(0,2)
Excédent brut d'exploitation (EBE)²	8 865	8 388	477	5,7
Résultat d'exploitation³	6 535	6 457	78	1,2
Résultat net part du Groupe	3 514	4 143	(629)	(15,2)
Résultat net courant⁴	3 183	2 918	265	9,1*
Cash flow opérationnel⁵	6 407	6 816	(409)	(6,0)

En millions d'euros	30/06/2007	31/12/2006	Variation en valeur	Variation en %
Endettement financier net	14 884	14 932	(48)	(0,3)
Capitaux propres part du Groupe	25 410	23 309	2 101	9,0

*A périmètre constant, la croissance du résultat net courant est de +11,1%.

¹ les données publiées au titre du 1^{er} semestre 2006 ont été retraitées du changement lié à la présentation sur une ligne spécifique des dotations nettes aux provisions pour renouvellement des immobilisations en concession.

² Equivalent de l'EBITDA (earning before interests, taxes, depreciation and amortization).

³ Equivalent de l'EBIT (earning before interests and tax).

⁴ Résultat net part du groupe hors éléments non récurrents nets d'impôts. Voir chapitre 2.3.

⁵ EDF utilise comme indicateur le « cash flow opérationnel », équivalent du Funds From Operations ou FFO, qui vise à évaluer la capacité du Groupe à générer de la trésorerie disponible. Cet indicateur est égal aux flux de trésorerie nets générés par l'exploitation (Tableau des flux de trésorerie) hors variation du besoin en fonds de roulement, diminué des frais financiers nets décaissés et de l'impôt sur le résultat payé corrigé des effets non récurrents de l'impôt.

2 Présentation des résultats du premier semestre 2007

2.1 Chiffre d'affaires

Croissance organique du chiffre d'affaires de 2,2%, caractérisée par la douceur climatique du début d'année.

Le **chiffre d'affaires** s'élève à 30 311 millions d'euros au premier semestre 2007, à un niveau pratiquement équivalent à celui du premier semestre 2006 (-0,2%). Il est en croissance organique⁶ de 2,2%.

Les effets de périmètre négatifs représentent 771 millions d'euros, liés principalement à la cession de Light au Brésil, intervenue au second semestre 2006.

La progression de l'activité a été freinée en Europe par la douceur climatique, qui a notamment pesé sur les ventes en volume.

L'effet de change est marginal (+60 millions d'euros).

En France, le chiffre d'affaires du premier semestre 2007 affiche une progression de +0,3%.

L'effet positif des prix sur les ventes d'électricité sur les marchés de gros à plus d'un an (enchères) contractualisés en 2006 et les évolutions tarifaires de 2006 ont été compensés par les baisses de volumes liées au climat.

Le Groupe réalise 54,4% de son chiffre d'affaires en France au premier semestre 2007 (54,2% au premier semestre 2006).

En Europe hors France (segments Royaume-Uni, Allemagne, Italie et Reste de l'Europe), la croissance du chiffre d'affaires est de 6,2% et la croissance organique de 4,8%, dans le même contexte de douceur climatique.

Au premier semestre 2007, le chiffre d'affaires réalisé en **Europe hors France** représente 43,5% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe (40,9% au premier semestre 2006).

2.2 EBE

Un EBE en croissance organique de 6,7%

L'excédent brut d'exploitation consolidé du Groupe («EBE») s'élève à 8 865 millions d'euros au premier semestre 2007 en hausse de 5,7% (+477 millions d'euros) par rapport au premier semestre 2006. Les effets des variations de périmètre s'élèvent à -92 millions d'euros résultant principalement de la cession du groupe Light au Brésil.

Les effets de change sont marginaux (+8 millions d'euros).

La croissance organique de l'EBE est de 6,7%.

En France, l'EBE progresse de 7,5%.

La contribution de la France à l'EBE du Groupe est de 67,6% au premier semestre 2007 contre 66,5% au premier semestre 2006.

En Europe hors France, l'EBE est en hausse de 7,7% et en hausse organique de 5,0%. Cette croissance organique est localisée principalement en Italie (+13,9%) ainsi que dans le reste de l'Europe (+8,3%).

Dans le **reste du monde**, l'EBE est en hausse organique de +6,3%.

La contribution de **l'Europe hors France** à l'EBE du Groupe est de 30,3% au premier semestre 2007 contre 29,7% au premier semestre 2006.

⁶ Evolution de l'activité du Groupe sans prendre en compte les impacts positifs ou négatifs générés par les changements de périmètre (acquisitions ou cessions de filiales), les variations de taux de change et les changements de méthodes comptables.

2.3 Résultat d'exploitation

Un résultat d'exploitation stable (+1,2%)

Le résultat d'exploitation s'élève à 6 535 millions d'euros au premier semestre 2007, en hausse de 1,2% par rapport au premier semestre 2006. Cette quasi stabilité résulte des éléments non récurrents⁷ enregistrés en 2006 et 2007.

Le résultat net part du Groupe s'élève au premier semestre 2007 à 3 514 millions d'euros, celui du premier semestre 2006 était de 4 143 millions d'euros.

Le résultat net courant⁸, hors éléments non-récurrents, est de 3 183 millions d'euros au premier semestre 2007, en augmentation de 265 millions soit +9,1% par rapport au premier semestre 2006.

A périmètre constant, la croissance du résultat net courant est de 11,1%.

L'endettement financier net⁹ est stable. Il s'établit à 14 884 millions d'euros au 30 juin 2007 en diminution de 48 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2006 (14 932 millions d'euros).

⁸ Résultat net part du groupe hors éléments non récurrents.

Eléments non récurrents au premier semestre 2007 : 331 millions d'euros.

Impact du changement d'estimation des durées de vie des bâtiments de postes de transformation et des matériels de comptage électronique et de la prise en compte de la baisse des coûts de renouvellement de ces matériels de comptage pour 338 millions d'euros, le solde, -7 millions d'euros, étant constitué à hauteur de 111 millions d'euros de la plus-value sur la cession de la participation résiduelle de 25% dans Edenor, et à hauteur de -118 millions d'euros de la prise en compte de risques sur investissements.

Eléments non récurrents au premier semestre 2006 : 1 225 millions d'euros

Light : 999 millions d'euros (reprise des provisions pour pertes de valeur et estimation au semestre de l'effet d'impôt de la réorganisation juridique du groupe Light) ; plus values de cessions des centrales égyptiennes et de ASA : 339 millions ; constatation de pertes de valeur sur le goodwill propre à EDF concernant EnBW : -318 millions d'euros ; reprise de provision CER : 215 millions d'euros, autres : -10 millions d'euros.

⁹ L'endettement financier net correspond aux emprunts et dettes financières diminués de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des actifs liquides. Les actifs liquides sont des actifs financiers composés de fonds ou de titres de taux de maturité initiale supérieure à trois mois, facilement convertibles en trésorerie quelle que soit leur maturité, et gérés dans le cadre d'un objectif de liquidité.

⁷ Voir détail chapitre 4 paragraphe 4.3.

3 Eléments de conjoncture et événements marquants

3-1 Eléments de conjoncture du secteur de l'énergie

Climat doux ; prix des marchés de l'énergie en baisse

3-1.1 Conjoncture économique

Croissance du PIB,

Pour l'ensemble de l'année 2007 la zone euro devrait connaître une croissance du même ordre que celle de 2006¹⁰, soit +2,8%.

Selon l'INSEE dans sa note de conjoncture de juin 2007, la croissance annuelle prévisionnelle pour 2007 se situerait à +2,1% pour la France (+2,2% réalisés en 2006) ; +2,7% au Royaume-Uni (+2,8% réalisés en 2006) ; +2,9% pour l'Allemagne (+3% réalisés en 2006) et +2% en Italie (+1,9% réalisés en 2006).

Les croissances pour les deux premiers trimestres 2007 se situent généralement en dessous de celles des périodes correspondantes de 2006.

3-1.2 Evolution des prix de marché et des tarifs de l'électricité et du gaz naturel

Prix de l'électricité

Prix spot

Les prix se sont fortement repliés sur les principaux marchés européens.

En France, au premier semestre 2007, les prix spot¹¹ de l'électricité se sont établis en moyenne à 30€/MWh en base et 40,8€/MWh en pointe. Ils sont en baisse d'environ 44% par rapport aux prix spot du premier semestre 2006 qui s'étaient négociés en moyenne à 53,7€/MWh en base et 72,7€/MWh en pointe.

Le repli est principalement attribuable aux conditions climatiques particulièrement douces du premier semestre 2007 alors que le premier semestre 2006 avait été marqué par des conditions climatiques rigoureuses.

En Allemagne, les prix spot¹² également affectés par les conditions climatiques, ont baissé de plus de 60%. Les prix spot en base étaient de 31,5€/MWh en moyenne au premier semestre 2007, contre 51,9€/MWh en moyenne au premier semestre 2006. Les prix spot en pointe étaient en moyenne de 45€/MWh au premier semestre 2007, contre une moyenne de 71€/MWh au premier semestre 2006.

Au Royaume-Uni, les prix spot¹³ ont baissé de moitié par rapport au premier semestre 2006, avec des prix moyens de 32,2€/MWh en base et de 40,8€/MWh en pointe. Cette baisse est liée au contexte détendu de l'équilibre offre-demande sur le gaz suite à la mise en place de nouveaux gazoducs (Langeled avec la Norvège et Balgzand-Bacton avec les Pays-Bas), de champs de production supplémentaires et de nouveaux terminaux GNL (gaz naturel liquéfié).

En Italie, les prix spot¹⁴ baissent de manière moins prononcée et restent à des niveaux élevés : 65,8€/MWh en base et 94,8€/MWh en pointe en moyenne, soit une baisse de près de 10% par rapport au premier semestre 2006. Les prix en Italie sont traditionnellement supérieurs à ceux constatés sur la plaque continentale car une grande partie de son électricité est produite à partir de moyens de production fonctionnant au fioul et au gaz naturel importés, et en raison de la faiblesse des interconnexions avec les pays voisins.

¹² Cotation moyenne de la veille sur la Bourse EEX pour une livraison le jour même.

¹³ Cotation moyenne Platts de la veille, en base et en pointe, sur le marché de gré à gré pour une livraison le jour même.

¹⁴ Cotation moyenne de la veille, en base et en pointe, sur la Bourse GME pour une livraison le jour même.

¹⁰ Source : INSEE juin 2007 « Note de conjoncture ».

¹¹ Cotation moyenne de la veille sur la Bourse Powernext pour une livraison le jour même.

Prix à terme

En France, au cours du premier semestre 2007, la moyenne des prix du contrat annuel 2008 base¹⁵ en France s'établit à 51,1€/MWh. A titre de comparaison, le contrat annuel 2007 base sur le premier semestre 2006 s'élevait à 57,0€/MWh. Les comparaisons entre les contrats annuels 2007 et 2008 ne sont toutefois pas forcément pertinentes du fait, notamment, de la différence de prix des permis d'émission de CO₂ liée au passage à la Phase II (2008-2012) de ces permis.

Au cours du semestre, le contrat annuel base 2008 est, dans un premier temps, passé de 53€/MWh début janvier à 46,2€/MWh, mi-février, essentiellement en raison de la baisse du prix des permis d'émission de CO₂, puis, sous l'effet des hausses des prix des combustibles fossiles et des permis d'émissions de CO₂ pour la phase II (2008-2012), il s'est repris pour atteindre 53,6€/MWh à fin juin 2007.

En Allemagne, la moyenne des prix de ce même contrat sur le premier semestre 2007 s'est négocié au-dessus des prix français à 54,2€/MWh soit un écart moyen, par rapport aux prix français, de 3,1€/MWh.

Le prix du contrat annuel base était en moyenne de 54,7€/MWh au premier semestre 2006.

La stabilité des prix à terme en Allemagne entre le premier semestre 2006 et le premier semestre 2007 tient notamment à la compensation de deux effets contraires : la baisse du prix des permis d'émission de CO₂ d'une part et la hausse du prix du charbon d'autre part.

Au Royaume-Uni, la moyenne des prix du contrat annuel « April » 2007 sur le premier trimestre 2007 s'établit à 45,2€/MWh en base, en baisse de 43% par rapport au contrat April 2006 pour la même période de l'année 2006. Le contrat annuel « April » 2008 sur le deuxième trimestre 2007 a subi une décote moindre (près de 25%) par rapport au contrat « April » 2007 sur le deuxième trimestre 2006, s'établissant à 56,9€/MWh en moyenne. Cette diminution des prix à terme au Royaume-Uni trouve son origine dans des niveaux de prix du gaz naturel sur le premier semestre 2007, inférieurs d'environ 40% à ceux du premier semestre 2006.

¹⁵ Evolution de la moyenne, entre le premier semestre 2006 et le premier semestre 2007, de la cotation moyenne « Platts » pour une fourniture en ruban sur le marché à terme de l'électricité pour une livraison en 2008 en France et en Allemagne et pour une livraison à partir du 1^{er} avril 2008 au Royaume-Uni.

Prix des permis d'émission de CO₂

Au cours du premier semestre 2007, le prix des permis d'émission de CO₂ de la phase I (2005-2007) s'est effondré de 5,7€/tCO₂ au début du mois de janvier à 0,1€/tCO₂ à fin juin¹⁶. Cette baisse s'explique par le peu d'appétence des acteurs du marché : les années 2005 et 2006 ont été excédentaires en permis d'émission, et l'année 2007, au regard de l'hiver particulièrement clément, pourrait suivre cette même tendance.

Le prix des permis d'émission de CO₂ de la phase II (2008-2012) s'était orienté initialement à la baisse (17,5€/tCO₂ début janvier à 12,2€/tCO₂ au 20 février 2007¹⁷). Par la suite, au fil des annonces des Plans Nationaux d'Allocations de Quotas (PNAQ) de CO₂ pour la phase II, les prix se sont repris pour atteindre 22,2€/tCO₂ à fin juin 2007. A fin juin 2007, 21 des 27 PNAQ en Europe (représentant plus de 90% des volumes alloués) sont considérés comme définitifs, et indiquent une diminution des allocations de l'ordre de 10% entre les deux phases.

Prix des combustibles fossiles

Charbon

Par rapport au premier semestre 2006, les prix moyens des contrats calendaires ont augmenté significativement, passant de 63,4 \$/t en 2006 à 71,8 \$/t en 2007¹⁸, en raison de fortes tensions sur l'équilibre offre/demande asiatique (forte hausse de la demande en Chine et en Inde) et sur le fret (congestions en Australie).

Pétrole

Les prix du pétrole (Brent mer du Nord, produit Front Month)¹⁹ ont diminué, dans un premier temps, de 60,4\$/bl, au 1^{er} janvier 2007, à 51,75\$/bl le 18 janvier.

Par la suite, sous l'influence des regains de tension au Moyen Orient (Iran) et en Afrique (Delta du Niger) et de la situation des stocks de produits pétroliers aux Etats-Unis, ils ont crû pour atteindre 71,4\$/bl fin juin. La moyenne sur le premier semestre 2007 des prix du Brent s'est établie à 63,6\$/bl, soit 2,9\$/bl de moins que sur la même période de 2006.

Gaz naturel

Les prix du gaz naturel (Royaume-Uni, contrat Next Gas Year)²⁰ ont très fortement diminué en janvier et février 2007 puis sont remontés au mois de mars sous l'influence de la hausse des prix du pétrole et de mouvements spéculatifs. Par la suite, les aléas sur la livraison de gaz en provenance de Norvège ont soutenu les prix. La moyenne du contrat annuel s'est établie à 0,367 £/therm, soit une baisse de 0,275 £/therm (-43%) par rapport au premier semestre 2006. L'équilibre offre/demande avait été particulièrement tendu sur le marché du gaz naturel en début d'année 2006 du fait de fortes tensions sur les importations. Celles-ci ont été résolues fin 2006 par la mise en œuvre des nouveaux moyens.

Tarifs de l'électricité et du gaz naturel

Les tarifs d'électricité et de gaz naturel n'ont pas connu d'évolutions majeures au cours du premier semestre 2007 dans la plupart des pays dans lesquels le Groupe opère, sauf au Royaume-Uni, où, dans un contexte de concurrence accrue, les opérateurs ont réduit leurs tarifs en moyenne de l'ordre de -10 à -15% sur le gaz naturel et de -5% sur l'électricité. Face à la concurrence EDF Energy a décidé de baisser ses tarifs de gaz de -10% à compter du 15 juin 2007 pour les clients résidentiels.

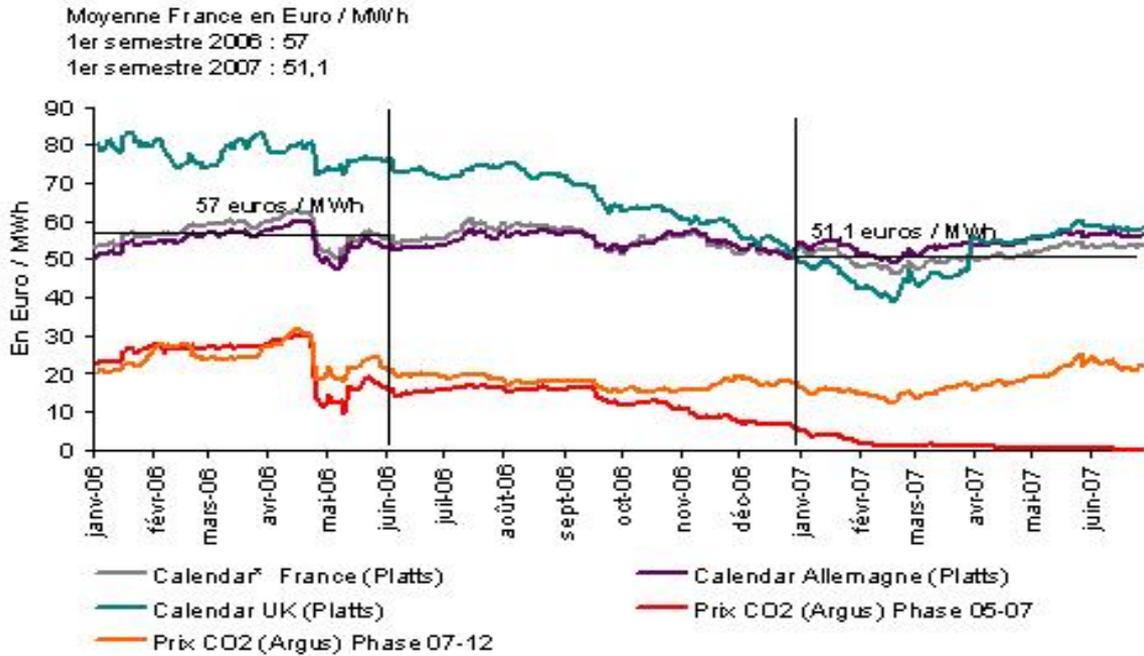
¹⁶ Prix du contrat annuel pour livraison en décembre / période I (2005-2007) coté par Argus.

¹⁷ Prix du contrat annuel pour livraison en décembre / période II (2008-2012) coté par Argus.

¹⁸ Cotation moyenne Argus sur le marché de gré à gré pour une livraison en Europe (CIF ARA) la prochaine année calendaire.

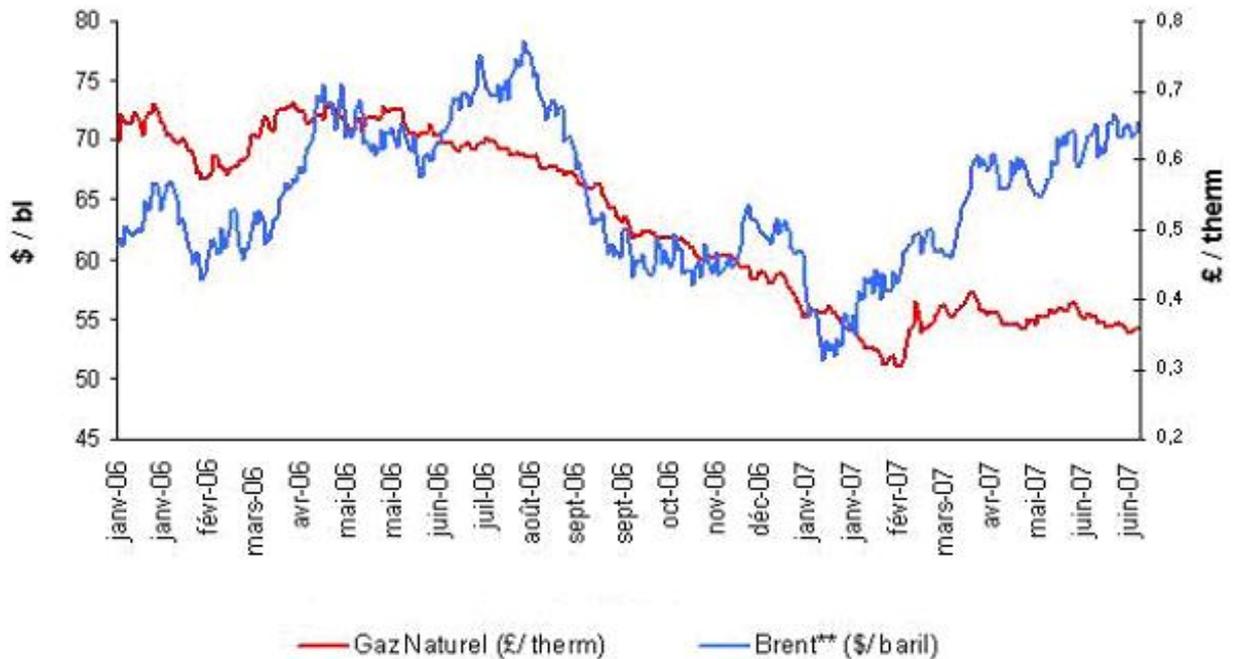
¹⁹ Brent/baril de pétrole brut première référence IPE (en \$/baril).

²⁰ Evolution de la moyenne, entre le premier semestre 2006 et le premier semestre 2007, de la cotation moyenne « Platts » sur le marché de gré à gré, pour une livraison commençant en octobre de l'année suivante au Royaume-Uni.



EVOLUTION DES PRIX A TERME DE L'ELECTRICITE en France, Royaume-Uni, Allemagne, et des prix d'émission de CO₂ pour chacune des deux phases

*« Calendar » signifie : la cotation moyenne Platts en base sur le Marché de gré à gré pour une livraison pour la prochaine année calendaire en France et en Allemagne, pour une livraison la prochaine année à partir du 1^{er} avril au Royaume Uni.



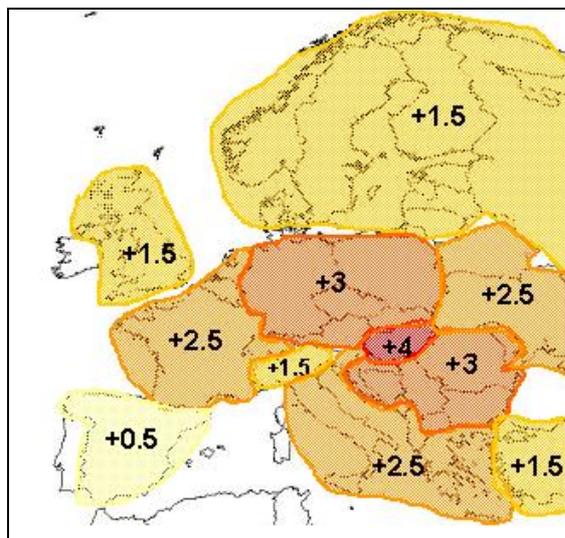
EVOLUTION DES PRIX A TERME DU GAZ ET DU BRENT

** « Brent » signifie baril de pétrole brut première référence IPE – (en \$/baril) / (Cotation moyenne Platts sur le marché de gré à gré pour une livraison commençant en octobre de l'année suivante au Royaume-Uni (NBP)).

3-1.3 Conditions climatiques

Les conditions climatiques ont des effets qui peuvent être significatifs sur l'activité du Groupe tant en termes de volume, que de prix et de coûts.

Températures



Écarts de températures²¹ par rapport aux normales saisonnières observés au premier semestre 2007.

Le premier semestre 2007 s'est caractérisé sur toute l'Europe par des températures moyennes brutes supérieures aux normales saisonnières²², de 0,5 à 4 °C selon les pays.

En France, après pondération par la consommation d'électricité²², les températures ont été supérieures de 0,8°C aux normales sur le semestre, en raison notamment d'une douceur exceptionnelle en janvier et en avril (+2,3°C en moyenne par rapport aux normales saisonnières) et de vagues de froid brèves et peu intenses en hiver.

La température moyenne du semestre a même dépassé de 2°C celle du premier semestre 2006, qui avait été marqué par un hiver durablement froid.

²¹ Non pondérés par la consommation d'électricité ; normales saisonnières mesurées de 1982 à 2006.

²² Afin de refléter l'impact de la température sur la consommation d'électricité, les données météorologiques brutes sont retraitées pour tenir compte de la consommation de chaque région. Source RTE-EDF Transport.

Pluviométrie

Alors que la sécheresse avait fortement affecté le premier semestre 2006, la pluviométrie est revenue à un niveau plus proche de la normale au premier semestre 2007. Une large moitié nord de la France a même enregistré une pluviosité nettement excédentaire. Toutefois, le quart sud-est du pays (Alpes du Sud et sud du Massif Central), qui concentre une part importante des barrages d'EDF, a subi un nouvel épisode sec. Par ailleurs, les chutes de neige ont été faibles cet hiver sur tous les massifs montagneux, affectant le remplissage des lacs de barrage au printemps, au moment de la fonte des neiges. Cette situation a conduit EDF à poursuivre une gestion prudente du stock hydraulique, afin notamment de répondre à ses obligations liées au multi-usage de l'eau (agriculture, tourisme...).

Consommation d'électricité

La consommation intérieure d'électricité pour le premier semestre 2007 en France s'est élevée à 239,7 TWh²³, soit 5% de moins qu'au premier semestre 2006²⁴.

Cette baisse de la consommation s'explique par la douceur des températures au cours du premier trimestre 2007. En effet, après correction de l'impact des aléas climatiques pour le premier semestre 2006 et le premier semestre 2007, la consommation d'électricité en France est en progression de 1,6% par rapport au premier semestre 2006.

²³ 1 TWh = 1 milliard de kWh.

²⁴ source : RTE – EDF Transport.

3-2 Evénements marquants²⁵

3-2.1 Evolution des structures du marché et mise en oeuvre des récentes évolutions réglementaires

Préparation à l'ouverture totale des marchés de l'électricité et du gaz naturel en France, le 1^{er} juillet 2007

EDF s'est préparée à l'ouverture totale des marchés de l'électricité et du gaz naturel au 1^{er} juillet 2007 en adaptant et en élargissant son offre commerciale ainsi qu'en restructurant notamment son organisation commerciale et de distribution.

En parallèle, EDF a pris toutes les dispositions nécessaires pour garantir, dès le 1^{er} juillet, à tous les fournisseurs, un accès au réseau de distribution d'électricité dans des conditions de parfaite équité et de transparence totale.

(Voir chapitre 7 Evénements postérieurs au 30 juin 2007).

Filialisation du distributeur

La loi n° 2006-1537 du 7 décembre 2006 relative au secteur de l'énergie, prévoit notamment que l'activité de distribution d'énergie électrique sur le territoire métropolitain continental soit séparée juridiquement d'EDF en 2007.

Dans ce cadre, le Conseil d'administration d'EDF a autorisé, le 14 juin 2007, la signature du traité d'apport partiel d'actifs relatif à la filialisation de ses activités de distribution.

Ce traité prévoit notamment l'apport par EDF à la future filiale EDF-Réseau de Distribution²⁶ des ouvrages du réseau public de distribution de l'électricité et des biens de toute nature dont EDF est propriétaire et qui sont liés à l'activité de distribution de l'électricité.

L'apport sera effectué à la valeur nette comptable pour un montant de 2,7 milliards d'euros avec effet rétroactif comptable et fiscal au 1^{er} janvier 2007.

En rémunération de l'apport, l'opération donnera lieu à l'attribution à EDF de 540 millions d'actions, entièrement libérées, à émettre par la future filiale EDF-Réseau de Distribution à titre d'augmentation de capital d'un montant total de 270 millions d'euros,

émises avec une prime globale d'apport de 2,43 milliards d'euros.

Cette opération sera soumise au vote des actionnaires d'EDF, qui seront convoqués en assemblée générale extraordinaire à cet effet le 20 décembre 2007 et prendra effet juridiquement à compter du 1^{er} janvier 2008.

Signature du partenariat Exeltium

Le 5 avril 2007, EDF et Exeltium (le consortium de clients électro-intensifs fondé par 7 industriels dont notamment Alcan, Arcelor-Mittal, Air Liquide, Rhodia et Solvay), ont signé un contrat de partenariat industriel et commercial précisant les termes du protocole d'accord qui avait été conclu le 15 janvier 2007, conformément au dispositif créé par la loi de finances rectificative en date du 31 décembre 2005. Ce contrat, qui concerne des volumes de l'ordre de 350 TWh répartis sur 24 ans, avait pour objectif initial de permettre à Exeltium, et *in fine* aux clients industriels électro-intensifs, de bénéficier d'une visibilité sur les prix d'approvisionnement en électricité sur le long terme en contrepartie d'un partage de risques concernant le développement et l'exploitation du parc nucléaire d'EDF.

Les termes du contrat ne sont pas encore définitifs : ce contrat a été présenté à la Commission Européenne au printemps. Les échanges se poursuivent entre la Commission et les parties au contrat afin de parvenir à un dispositif satisfaisant du point de vue des règles de concurrence.

3-2.2 Renforcement et maintenance des capacités de production

Production nucléaire

France

Parution du décret d'autorisation de création de l'installation nucléaire EPR²⁷ de Flamanville

Le décret d'autorisation de création de l'installation nucléaire « Flamanville 3 » signé le 10 avril 2007 par le Premier Ministre marque une étape significative pour sa construction et sa future exploitation. Les travaux les plus importants de génie civil devraient commencer en décembre 2007, les principales autorisations (décret d'autorisation

²⁵ Les événements marquants relatifs aux litiges figurent au chapitre 9.

²⁶ Filiale détenue à 100% par EDF.

²⁷ European Pressurized Reactor.

de création et permis de construire) ayant été délivrées.

Des recours, émanant de trois associations, ayant été déposés devant le Conseil d'Etat le 5 juin 2007, contre le décret d'autorisation de création, pourraient entraîner un retard dans le calendrier général du chantier.

Gestion durable des matières et déchets radioactifs

Le décret n° 2007-243 du 23 février 2007 et l'arrêté du 21 mars 2007 déterminent le contenu et la forme du rapport triennal sur la sécurisation des charges nucléaires, tel que prévu par la loi de programme n° 2006-739 du 28 juin 2006.

Le premier rapport a été remis le 28 juin 2007 au ministre de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables, au ministre de l'économie, des finances et de l'emploi ainsi qu'aux autres destinataires mentionnés dans les textes. Il précise notamment :

- la nature des charges liées à l'activité nucléaire, leur répartition, leur évaluation, et les provisions constituées à ce titre,
- la méthode de détermination du taux d'actualisation intégré dans le calcul des provisions et le plafond de ce taux,
- le dispositif de gestion interne des actifs de couverture, la nature des actifs de couverture autorisés dans le cadre de la sécurisation du financement, leur exposition aux risques financiers et l'information relative à ces dispositions,
- les informations de nature comptable qui sont nécessaires eu égard à la réglementation comptable en vigueur et aux précisions demandées par les textes.

Les données chiffrées présentées dans ce rapport sont fondées sur les présentations et évaluations qui ont prévalu pour l'établissement des états financiers de l'exercice 2006. Les comptes au 30 juin 2007 ont été établis dans la continuité de ceux au 31 décembre 2006.

Du fait de la publication en 2007 des textes réglementaires, l'entreprise effectuera les adaptations nécessaires pour se conformer en totalité avec lesdites prescriptions pour la clôture de l'exercice 2007 (voir notes 22.2 et 22.5 de l'annexe aux comptes consolidés au 30 juin 2007).

Maintenance des générateurs de vapeur

EDF a constaté fin 2006/début 2007 sur les générateurs de vapeur de certaines centrales nucléaires une obturation partielle des passages aménagés pour la circulation d'eau du circuit secondaire.

Le traitement de ce colmatage a eu un impact sur la disponibilité du parc nucléaire de 0,5 point en 2006.

EDF estime que le colmatage devrait avoir un impact de 2,5 points en 2007 et de 2 points en 2008 et 2009, compte-tenu des opérations nécessaires au nettoyage des générateurs de vapeur concernés (une quinzaine de tranches 900 et 1300MW).

EDF a pour objectif d'atténuer cet impact sur la production par une meilleure utilisation du parc de production.

Royaume-Uni : EDF souhaite participer aux projets nucléaires britanniques

Suite à la publication du livre blanc britannique sur l'énergie, le 23 mai 2007, et à l'annonce de l'ouverture d'une consultation publique sur des projets de construction de nouvelles installations nucléaires au Royaume-Uni, EDF souhaite apporter son expérience et ses compétences nucléaires.

EDF a pour ambition d'être un acteur majeur de la relance du nucléaire à l'international, particulièrement au Royaume-Uni. Le Groupe, en partenariat avec Areva, a soumis aux autorités britanniques concernées une demande de certification d'un modèle de centrale EPR du même type que celle en cours de construction à Flamanville.

Etat-Unis : EDF et Constellation Energy ont signé en juillet 2007 un partenariat stratégique pour le développement conjoint de centrales nucléaires de type EPR aux Etats-Unis. (Voir détails au chapitre 7 Evénements postérieurs au 30 juin 2007)

Production thermique et hydraulique

EDF renforce son programme de construction de nouvelles centrales thermiques

En France, le Conseil d'administration d'EDF a décidé le 14 juin 2007 d'investir 900 millions d'euros pour la construction de nouveaux moyens de production thermique à flamme.

La construction de Cycles Combinés Gaz (CCG), une première pour EDF en France, et de Turbines à Combustion, complétera le programme de renforcement des capacités de production thermique à flamme déjà engagé dans le cadre du projet industriel du Groupe.

Le Groupe disposera ainsi à l'horizon 2010 de 1180 MW de capacités de production supplémentaires²⁸.

Au Royaume-Uni, EDF Energy projette la construction d'une centrale de production à cycle combiné à gaz de 1 260 MW à West-Burton dont la mise en service serait prévue fin 2010 / début 2011 et poursuit l'étude d'autres projets de développement de capacités de production, notamment en CCG (centrales au gaz naturel) et dans les énergies renouvelables (éolien).

En Italie, Edison achève la construction de deux centrales CCG de 850 MW. Les mises en service de Turbigio (centrale Edipower) et de Simeri Crichi (centrale Edison) sont prévues dans le second semestre 2007.

EDF a fait son entrée aux Pays-Bas dans le cadre du partenariat signé avec l'énergéticien Delta. Les deux groupes ont créé une société commune -Sloe Centrale B.V- chargée de faire construire et d'exploiter une centrale à cycle combiné gaz aux Pays-Bas, à la suite d'un partenariat signé entre les deux groupes en mars 2007.

EDF et Delta financeront à parts égales la construction d'une centrale de 870 MW sur la zone industrielle de Sloe, au sud-ouest des Pays-Bas. Les deux sociétés disposeront chacune de 50% de l'électricité produite. La mise en service est prévue en 2009. Le montant total des contrats de construction et de maintenance s'élève à 550 millions d'euros.

Performance et sûreté des installations hydrauliques

EDF a décidé en 2006 d'engager un programme de mise à niveau technique et de maintenance renforcée des installations hydrauliques (programme SuPerHydro) pour un montant global de l'ordre de 500 millions d'euros sur la période 2007-2011 afin de rénover certaines installations, de maintenir, dans la durée, un niveau élevé de sûreté hydraulique et de préserver à terme les performances techniques de son parc.

²⁸ Trois turbines à combustion (TAC), d'une puissance combinée de 555 MW, seront installées sur les sites de Vaires-sur-Marne et de Montereau en Seine et Marne. Un Cycle Combiné Gaz (CCG) de 440 MW sera construit sur le site de l'actuelle centrale thermique de Blénod-lès-Pont-à-Mousson en Meurthe et Moselle. L'actuelle centrale thermique au fioul de Martigues (Bouches-du-Rhône), constituée de trois tranches de 250 MW, sera transformée en deux cycles combinés gaz d'une puissance totale de 930 MW.

3-2.3 Développement d'EDF Energies Nouvelles dans la filière solaire

EDF Energies Nouvelles franchit une nouvelle étape dans le développement de la filière photovoltaïque en annonçant la signature d'un contrat d'approvisionnement en modules photovoltaïques avec la société américaine First Solar. La commande porte sur 230 Mwc²⁹, livrables progressivement, de mi-2007 à fin 2012. La fourniture de ces modules permettra à EDF Energies Nouvelles de sécuriser une partie de son programme de réalisation de centrales photovoltaïques, pour compte propre et pour compte de tiers, en Europe et aux Etats-Unis. Cette commande conforte la stratégie déjà engagée par EDF Energies Nouvelles de se développer dans la filière solaire.

3-2.4 Renforcement dans le Gaz naturel

Au premier semestre 2007, le Groupe EDF a poursuivi la mise en oeuvre de sa stratégie de développement et d'investissement dans le gaz. EDF et EnBW ont annoncé le 31 mai leur entrée conjointe dans un projet de stockage en cavités salines en Allemagne. Au titre des accords signés, EDF et EnBW disposeront à l'horizon 2010 de quatre cavernes représentant une capacité totale de stockage de 400 millions de mètres cubes sur une durée de 35 ans.

Ras Laffan Liquefied Natural Gas Company Limited (II) (RasGas), société gazière qatari, et le groupe EDF, via sa filiale à 100% EDF Trading, ont signé un contrat, d'une durée de 4 ans et demi, portant sur une fourniture optionnelle de gaz naturel liquéfié (GNL) pour un volume annuel de 50 TWh (4,5 milliards de mètres cubes) par an.

EDF a formé un groupement avec Distrigaz, ENI et Essent, groupement pour lequel il a joué le rôle de soumissionnaire, afin de réserver les 0,825 Gm³ de capacité libérée pour 3 ans au titre de l'accès des tiers aux infrastructures dans le terminal de Fos Cavaou, lequel doit être mis en service en 2008.

Concernant le projet de terminal méthanier de Dunkerque, EDF et le Port Autonome de Dunkerque ont signé, le 16 mars 2007, le protocole d'accord décrivant le cadre général

des conditions de mise à disposition du site d'une part, et de coopération entre les parties d'autre part ; le 4 avril, la Commission Nationale du Débat Public a décidé l'organisation d'un débat public relatif au projet. Ce débat est prévu à l'automne.

S'agissant du Sud de l'Europe, la Commission Européenne a accordé sous conditions, le 22 mai 2007, une dérogation au projet de gazoduc IGI/Poséidon destiné à relier la Grèce à l'Italie. Cette décision permettra à Edison et à Depa qui développent ce projet, d'être exemptés de l'accès des tiers et donc de disposer des capacités de transit dans ce gazoduc.

En Espagne, EDF-Trading a obtenu la licence lui permettant d'être actif sur ce marché.

Fort de cette approche européenne, EDF se positionne progressivement comme un acteur gazier à part entière. C'est ainsi que l'entreprise a été accueillie au sein d'Eurogas, association des principaux gaziers européens.

3-2.5 Ouverture par la Commission européenne d'une procédure d'infraction au droit des aides d'Etat, contre l'Etat français, au sujet des tarifs réglementés de l'électricité en France

Par lettre du 13 juin 2007, la Commission européenne a ouvert, contre l'Etat français, une procédure formelle d'examen au sujet d'aides présumées en faveur de grandes et moyennes entreprises contenues dans les tarifs réglementés de l'électricité en France.

La Commission considèrerait que la faiblesse des tarifs « standards » verts et jaunes par rapport aux prix de marché aurait conféré un avantage à certaines entreprises. L'aide qui en résulterait serait contestable à compter du 1^{er} juillet 2004, pour ce qui concerne les clients non résidentiels qui ne sont pas des petites entreprises.

La Commission considèrerait en outre que les tarifs de retour verts et jaunes (TaRTAM) contiendraient également des éléments d'aide depuis leur mise en application, pour ce qui concerne les clients non résidentiels qui ne sont pas des petites entreprises.

²⁹ Mwc : Megawatt-crête : Unité de mesure de la puissance d'une installation photovoltaïque, par unité de temps.

3-2.6 Metronet

EDF Energy est un des cinq actionnaires du groupement Metronet qui est responsable pour London Underground des travaux de maintenance et de rénovation de 9 des 12 lignes de métro de l'agglomération londonienne.

Le groupement Metronet s'est trouvé dans une situation financière délicate à la suite de modifications intervenues dans le cahier des charges et du périmètre initial du contrat ainsi que de difficultés dans la réalisation des travaux.

En conséquence, et conformément à une clause du contrat avec London Underground, les actionnaires de Metronet ont décidé, pour juin 2007, de faire revoir par un arbitre indépendant, les conditions économiques du contrat afin d'obtenir une augmentation de financement de London Underground. La décision rendue mi-juillet n'a pas permis aux actionnaires de Metronet d'obtenir un financement complémentaire suffisant pour éviter la mise sous administration judiciaire du groupement qui est intervenue le 18 juillet 2007.

Dans ces conditions et compte tenu des engagements consentis par EDF Energy il a été constaté au 30 juin 2007, une provision qui couvre les risques auxquels EDF Energy s'estime exposée.

3-2.7 Variations de périmètre

Les principales variations de périmètre sont indiquées en note 5 des comptes consolidés résumés du semestre clos le 30 juin 2007.

Elles résultent de :

Cession de U-Plus par EnBW et consolidation de Drewag par mise en équivalence

EnBW a cédé en mai 2007 sa filiale U-Plus (traitement de déchets) à la société allemande Alba.

Par ailleurs, elle consolide désormais la société Drewag (régie municipale de la ville de Dresde) par mise en équivalence.

Exercice des warrants Edison

Le 1^{er} février 2007, Edison a annoncé que 519 554 810 warrants avaient été exercés par le Groupe Tassara à un prix de souscription de un euro. En conséquence, Edison a encaissé 519,6 millions d'euros et a procédé à une augmentation correspondante de capital.

A l'issue de cette opération, le pourcentage d'intérêt du Groupe EDF s'établit à 48,96% en tenant compte des droits potentiels liés aux warrants détenus par le Groupe (voir note 4.2 de l'annexe aux comptes consolidés au 30 juin 2007).

Cession par Edison de sa participation dans Serene

Le 14 février 2007 Edison a cédé les 66,6% qu'elle détenait dans Serene-SpA (centrales de production d'électricité bénéficiant des contrats de vente CIP6/92) à BG Italia (filiale du groupe British Gas).

Changement du mode de consolidation de SSE (Slovaquie)

La société slovaque SSE, détenue à hauteur de 49,0% par EDF, est consolidée depuis le 1^{er} janvier 2007 par intégration proportionnelle alors qu'elle était mise en équivalence avant cette date.

Cession de la participation résiduelle dans Edenor

EDF a cédé le 4 mai 2007 sa participation résiduelle de 25% dans le capital de la société argentine de distribution d'électricité Edenor. Cette cession, d'un montant de 171 millions de dollars (125 millions d'euros), est intervenue dans le cadre de l'introduction en bourse lancée par Edenor sur les bourses de New York et de Buenos-Aires le 10 avril 2007.

Lancement du processus de cession des actifs au Mexique

EDF a lancé mi janvier 2007 le processus de cession de ses activités au Mexique. Celui-ci est en cours.

3-2.8 Plan d'attribution d'actions gratuites pour les salariés du Groupe.

L'Assemblée Générale du 24 mai 2007 a autorisé le Conseil d'Administration à procéder à l'attribution d'actions gratuites pour les salariés du Groupe.

Un accord de répartition a été signé le 8 juin 2007 avec la CFDT, la CFE-CGC et la CFTC. Il prévoit l'attribution à chacun d'un nombre fixe de 10 actions auxquelles devrait s'ajouter un nombre d'actions proportionnel au salaire annuel.

L'attribution des actions gratuites serait soumise à l'atteinte d'objectifs de performance. Le Conseil d'administration, a arrêté le 30 août 2007 les modalités définitives de cette attribution d'actions gratuites qui concernera plus de 150 000 salariés dans une vingtaine de pays et portera sur un peu moins de 3 millions d'actions. L'attribution définitive des actions gratuites interviendra en août 2009, sous réserve de la réalisation de la condition de performance.

4 Analyse du compte de résultat consolidé pour les premiers semestres 2007 et 2006

Les principes relatifs aux informations sectorielles du Groupe EDF sont décrits en note 6 des comptes consolidés résumés du semestre clos le 30 juin 2007.

Exercices clos au 30 juin 2007 En millions d'euros	1 ^{er} semestre 2007	1 ^{er} semestre 2006 ³⁰
Chiffre d'affaires	30 311	30 362
Achats de combustibles et d'énergie	(11 902)	(12 494)
Autres consommations externes	(4 180)	(3 817)
Charges de personnel	(5 025)	(4 833)
Impôts et taxes	(1 636)	(1 601)
Autres produits et charges opérationnels	1 297	771
Excédent brut d'exploitation	8 865	8 388
Dotations aux amortissements	(2 717)	(2 657)
Dotations nettes aux provisions pour renouvellement des immobilisations en concession	(279)	(264)
Pertes de valeur	0	299
Autres produits et charges d'exploitation	666	691
Résultat d'exploitation	6 535	6 457
Résultat financier	(1 255)	(1 501)
Résultat avant impôts des sociétés intégrées	5 280	4 956
Impôts sur les résultats	(1 695)	(888)
Quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence	6	184
Résultat net des activités en cours d'abandon	8	4
Résultat net consolidé	3 599	4 256
dont résultat net part des minoritaires	(85)	(113)
dont résultat net part du Groupe	3 514	4 143
Résultat par action en euro	1,93	2,27
Résultat dilué par action en euro	1,93	2,27

³⁰ les données publiées au titre du 1^{er} semestre 2006 ont été retraitées du changement lié à la présentation sur une ligne spécifique des dotations nettes aux provisions pour renouvellement des immobilisations en concession (voir notes 2 et 3 des comptes consolidés résumés du semestre clos le 30 juin 2007).

4-1 Chiffre d'affaires

Un chiffre d'affaires consolidé en croissance organique de +2,2%, caractérisée par la douceur du climat

En millions d'euros	1 ^e semestre 2007	1 ^e semestre 2006	Variation en valeur	Variation en %	Croissance organique en %
France	16 493	16 447	46	0,3	0,3
Royaume-Uni	4 395	4 022	373	9,3	7,3
Allemagne	3 497	2 996	501	16,7	10,4
Italie	2 300	2 919	(619)	(21,2)	(8,8)
Reste de l'Europe	2 986	2 468	518	21,0	10,2
Europe hors France	13 178	12 405	773	6,2	4,8
Reste du monde	640	1 510	(870)	(57,6)	0,9
Groupe	30 311	30 362	(51)	(0,2)	2,2

Le chiffre d'affaires du Groupe EDF s'élève à 30 311 millions d'euros au premier semestre 2007, à un niveau pratiquement équivalent à celui du premier semestre 2006 (-0,2%). Il intègre des effets de périmètre négatifs pour 771 millions d'euros dus principalement à la cession de Light au Brésil, au second semestre 2006. Les effets de change sont marginaux (60 millions d'euros) et résultent essentiellement de l'appréciation de la livre sterling.

Hors effet de périmètre et de change, le chiffre d'affaires du premier semestre 2007 s'inscrit en croissance organique de +2,2% par rapport au premier semestre 2006.

La croissance organique intègre des effets prix positifs, notamment en France et au Royaume-Uni, suite à l'évolution des prix et des tarifs dans ces 2 pays au cours de 2006. Cependant, la croissance organique a été freinée par le contraste climatique entre les 2 semestres (douceur du climat en Europe au cours du premier semestre 2007) qui a entraîné une moindre consommation d'électricité et de gaz naturel et une détente inhabituelle des prix de gros pour cette période de l'année.

En France, le chiffre d'affaires du premier semestre 2007 affiche une progression de +0,3% à 16 493 millions d'euros, liée à un effet prix positif sur les ventes d'électricité sur les marchés de gros à plus d'un an (enchères) contractualisées en 2006 et à l'évolution tarifaire d'août 2006.

Concernant le domaine de l'électricité, les ventes en volume ont en revanche été affectées au premier semestre 2007 par la douceur du

climat³¹ et, au second trimestre, par une moindre disponibilité des installations nucléaires, en raison de la réalisation d'importants programmes de maintenance. Par ailleurs, la mise en place du Tarif transitoire d'ajustement au marché a contribué, sur ce même trimestre, à stabiliser les prix de vente aux clients concernés. Dans le domaine du gaz naturel, la progression des ventes se poursuit, avec 47 000 sites à fin juin 2007.

Le Groupe réalise 54,4% de son chiffre d'affaires en France au premier semestre 2007 (54,2% au premier semestre 2006).

En Europe hors France, le chiffre d'affaires s'établit à 13 178 millions d'euros, en croissance de 6,2% et en croissance organique de 4,8%, dans le même contexte de douceur climatique. Le Groupe poursuit ainsi son développement plus soutenu à l'international.

Au Royaume-Uni, le chiffre d'affaires d'EDF Energy s'élève à 4 395 millions d'euros, en croissance de 9,3%. La croissance organique de 7,3% reflète principalement l'effet des augmentations tarifaires intervenues au second semestre 2006 sur l'électricité et le gaz naturel. Les volumes vendus ont, en revanche, enregistré une baisse au premier semestre 2007, du fait de la douceur climatique au Royaume-Uni. EDF Energy a baissé ses prix sur le gaz naturel à compter du 15 juin 2007, avec un impact négligeable sur le premier semestre 2007.

³¹ Températures (pondérées en fonction de la consommation électrique par régions) en moyenne supérieures de +1°C au premier trimestre 2007 et inférieures de -2°C au premier trimestre 2006 par rapport aux températures normales de saison.

Par ailleurs, EDF Energy a conquis environ 240 000 nouveaux comptes clients par rapport au premier semestre 2006, dans un contexte de très forte concurrence sur les prix.

En Allemagne, le chiffre d'affaires du Groupe s'élève à 3 497 millions d'euros, en croissance de 16,7% et en croissance organique de 10,4%. Dans l'électricité, le chiffre d'affaires augmente de 20%, tiré par la hausse des volumes vendus aux industriels et sur les marchés de gros, ainsi que par un effet prix positif. Dans le gaz naturel, le recul de 25% tient à la diminution des ventes en volume, liée à la douceur du climat.

Le chiffre d'affaires d'EnBW intègre un effet périmètre positif de 6,3%, principalement dû à la consolidation par intégration globale sur la totalité du premier semestre 2007 de sa participation dans Stadtwerke Düsseldorf (SWD), contre trois mois au premier semestre 2006.

En Italie, le chiffre d'affaires du Groupe est de 2 300 millions d'euros, en baisse de 21,2% et en baisse organique de 8,8%. Il comprend pour l'essentiel la contribution d'Edison, pour 2 033 millions d'euros.

La baisse organique du chiffre d'affaires est principalement localisée chez Edison, dont les

volumes de ventes de gaz naturel aux clients résidentiels ont baissé en raison de la douceur du climat.

Dans le reste de l'Europe, le chiffre d'affaires s'élève à 2 986 millions d'euros en croissance de 21%. La croissance organique de 10,2% est notamment portée par les hausses de prix en Hongrie, en Pologne et en Slovaquie, et par le développement d'EDF Energies Nouvelles.

Le chiffre d'affaires du reste de l'Europe intègre un effet périmètre positif lié notamment au changement de méthode de consolidation de la société SSE en Slovaquie et EDF Energies Nouvelles, ainsi qu'aux acquisitions réalisées par Dalkia.

Dans le reste du monde, la contribution au chiffre d'affaires du Groupe est en baisse de 57,6% et en croissance organique de 0,9%. L'évolution du chiffre d'affaires comprend un effet périmètre négatif (-56,0%) lié à la déconsolidation de Light au 30 juin 2006. La croissance organique est notamment liée à l'augmentation de la production électrique en Asie.

Le Groupe réalise 45,6% de son chiffre d'affaires à l'international.

4-2 EBE

Un EBE en hausse organique de 6,7%

En millions d'euros	1 ^{er} semestre 2007	1 ^{er} semestre 2006	Variation en valeur	Variation en %	Croissance organique en %
Chiffre d'affaires	30 311	30 362	(51)	(0,2)	2,2
EBE	8 865	8 388	477	5,7	6,7

L'excédent brut d'exploitation consolidé du Groupe s'élève à 8 865 millions d'euros au premier semestre 2007 en hausse de 5,7% par rapport au premier semestre 2006.

La croissance organique est de +6,7%.

En millions d'euros	1 ^e semestre 2007	1 ^e semestre 2006	Variation en valeur	Variation en %	Croissance organique en %
France	5 995	5 579	416	7,5	7,5
Royaume-Uni	629	643	(14)	(2,2)	(4,2)
Allemagne	643	593	50	8,4	3,7
Italie	506	468	38	8,1	13,9
Reste de l'Europe	906	787	119	15,1	8,3
Europe hors France	2 684	2 491	193	7,7	5,0
Reste du monde	186	318	(132)	(41,5)	6,3
EBE Groupe	8 865	8 388	477	5,7	6,7

L'Europe y compris la France représente 97,9% de l'EBE du Groupe.

En France, l'EBE progresse de +7,5%.

La contribution de la France à l'EBE du Groupe est de 67,6% au premier semestre 2007 contre 66,5% au premier semestre 2006.

En Europe hors France, l'EBE est en hausse de 7,7% et en hausse organique de 5,0%. Cette croissance organique est localisée principalement en Italie (+13,9%), dans le reste de l'Europe (+8,3%).

En revanche, l'EBE est en baisse organique de 4,2% au Royaume Uni.

Dans le reste du monde, l'EBE est en forte baisse (-41,5% avec une croissance organique de +6,3%).

Le ratio EBE/chiffre d'affaires du Groupe au premier semestre 2007 s'établit à +29,2% (27,6% au premier semestre 2006).

Son évolution est différenciée selon les segments :

Il s'améliore dans le reste du monde (+8,0 points) en Italie (+6,0 points) et en France (+2,4 points).

Il se dégrade au Royaume Uni (-1,7 point), dans le Reste de l'Europe (-1,6 point), et en Allemagne (-1,4 point).

4-2.1 Achats de combustibles et d'énergies

Les achats de combustibles et d'énergie s'établissent à 11 902 millions d'euros, en diminution de 592 millions d'euros (soit -4,7%) par rapport au premier semestre 2006 et en baisse organique de -0,5%.

La baisse des achats de combustibles et d'énergie résulte d'une baisse dans le reste du monde (-57,3%), en Italie (-32,6%) et dans une moindre mesure en France (-1,5%) partiellement compensée par une hausse en Allemagne (+24,6%), dans le reste de l'Europe (+13,7%) et au Royaume-Uni (+6,6%).

Dans le reste du monde, la baisse (-57,3%) s'explique essentiellement par un effet périmètre (-53,9%) lié à la déconsolidation de Light à compter du 30 juin 2006 et par un effet change (-2,9%) lié à la dépréciation du réal brésilien.

En Italie, la baisse résulte d'une part d'un effet périmètre de -14,4% (cession de Rete et Serene ; acquisition de EEI par Edison) et d'autre part, d'une baisse de 20,1% due principalement à la baisse des volumes de ventes, à l'optimisation des coûts d'approvisionnement en gaz, ainsi que dans une moindre mesure à la diminution des achats d'électricité liée à l'augmentation des capacités de production.

En France, la baisse de 1,5% est notamment liée à une moindre sollicitation des tranches fioul ayant entraîné une baisse des consommations de combustibles.

En Allemagne, la hausse de 24,6% résulte d'un effet de périmètre de 7,4% (lié principalement à Stadtwerke Düsseldorf) ainsi que des achats liés à la croissance de l'activité sur les marchés de gros.

Dans le reste de l'Europe, la hausse de 13,7% résulte essentiellement d'un effet périmètre de 14,2% lié principalement au changement de mode de consolidation de SSE.

Au Royaume-Uni, la hausse de 6,6% résulte principalement d'une hausse des coûts d'approvisionnement réduite notamment par la diminution du coût des permis d'émission de CO₂. La hausse comprend également un effet de change à hauteur de 2% lié à l'appréciation de la livre sterling.

4-2.2 Autres consommations externes

Les autres consommations externes s'établissent à 4 180 millions d'euros, en augmentation de 363 millions d'euros (soit +9,5%) par rapport au premier semestre 2006 et en hausse organique de 9,5%.

Les autres consommations externes sont en forte augmentation dans le reste de l'Europe (+75,3%), au Royaume-Uni (+30,0%), en Italie (+10,9%). Elles évoluent peu en France (+0,2%) et en Allemagne (+1,0%).

Elles diminuent significativement dans le reste du monde (-62,0%).

Dans le Reste de l'Europe, la hausse des consommations externes de 75,3% s'explique principalement par le développement des énergies nouvelles, des services et des projets, et, pour une moindre part, par les évolutions de périmètre.

Au Royaume-Uni, l'augmentation des consommations externes de 30% est liée au développement de l'activité et notamment à l'accroissement du volume des travaux (Trans4m et les réseaux régulés), qui ont leur contre-partie dans le chiffre d'affaires et dans une moindre mesure à l'augmentation des dépenses de marketing liées au développement commercial. La hausse comprend également un effet de change à hauteur de 2% lié à l'appréciation de la livre sterling.

La quasi stabilité constatée **en France**, (+0,2%) résulte de gains de productivité, ainsi que d'éléments non récurrents, qui ont compensé la hausse des coûts de maintenance et les coûts induits par la préparation à l'ouverture à la concurrence des marchés résidentiels.

Dans le Reste du monde, la baisse est principalement due à l'effet de périmètre au Brésil.

4-2.3 Charges de personnel

Les charges de personnel s'établissent à 5 025 millions d'euros, en augmentation de 192 millions d'euros (soit +4,0%) par rapport au premier semestre 2006, et en hausse organique de 3,7%. Elles augmentent notamment au Royaume-Uni (+22,5%), dans le reste de l'Europe (+12,0%), en Allemagne (+10,0%), en Italie (+3,4%) et en France (+2,4%).

Au Royaume-Uni, l'augmentation de 22,5% résulte principalement de l'accroissement des effectifs liés aux développements de l'activité commerciale et de la hausse des salaires. La hausse comprend également un effet de change à hauteur de 2%.

En France, la hausse de 2,4% s'explique notamment par des coûts non récurrents (provision pour congés de fin de carrière). Les évolutions salariales sont en partie compensées par la baisse des effectifs (-2,4%).

Dans le Reste du Monde, dans le Reste de l'Europe et dans une moindre mesure en **Allemagne**, les variations constatées résultent principalement d'effets de périmètre.

4-2.4 Impôts et taxes

Les impôts et taxes (hors impôts sur les sociétés) s'établissent à 1 636 millions d'euros au premier semestre 2007 et sont en augmentation de 35 millions d'euros (soit +2,2%) par rapport au premier semestre 2006. L'essentiel de la hausse se situe en France (+2,4%) et résulte principalement de l'augmentation de la taxe professionnelle et de la taxe foncière.

4-2.5 Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels correspondent à un produit net de 1 297 millions d'euros au premier semestre 2007, en augmentation de 526 millions d'euros (soit +68,2%) par rapport au premier semestre 2006. Cette évolution reflète notamment une importante hausse en France (+63,1%) liée

principalement à l'augmentation de la Contribution au Service Public de l'Electricité reçue en compensation des surcoûts occasionnés par les obligations d'achat en référence aux prix du marché spot qui ont nettement baissé. Elle résulte aussi d'une diminution de 94,2% des charges nettes dans le reste du monde due principalement à l'effet périmètre, lié à la déconsolidation de Light.

4-3 Résultat d'exploitation et résultat net

Un résultat d'exploitation en hausse de 1,2%

En millions d'euros	1 ^{er} semestre 2007	1 ^{er} semestre 2006	Variation en valeur	Variation en %
EBE	8 865	8 388	477	5,7
Dotations aux amortissements	(2 717)	(2 657)	(60)	2,3
Dotations nettes aux provisions pour renouvellement des immobilisations en concession	(279)	(264)	(15)	5,7
Pertes de valeur	0	299	(299)	NS
Autres produits et charges d'exploitation	666	691	(25)	(3,6)
Résultat d'exploitation	6 535	6 457	78	1,2

Le résultat d'exploitation s'élève à 6 535 millions d'euros au premier semestre 2007, en hausse de 1,2% par rapport au premier semestre 2006. L'augmentation de l'EBE est principalement neutralisée par les évolutions sur les postes « pertes de valeur » (due à la comptabilisation d'éléments non récurrents en 2006).

4-3.1 Dotations aux amortissements

Elles s'élèvent à 2 717 millions d'euros au premier semestre 2007, en augmentation de 60 millions d'euros (soit +2,3%) par rapport au premier semestre 2006. Cette augmentation est principalement localisée dans le reste de l'Europe (+31 millions d'euros).

4-3.2 Dotations nettes aux provisions pour renouvellement des immobilisations en concession³²

Elles s'établissent à 279 millions d'euros au premier semestre 2007, et sont en augmentation de 15 millions d'euros (soit +5,7%) par rapport au premier semestre 2006. Cette augmentation concerne principalement le segment France.

4-3.3 Pertes de valeur

Aucune perte de valeur n'a été constatée au premier semestre 2007. Au premier semestre 2006, le poste « pertes de valeur » présentait un produit net de 299 millions d'euros et intégrait une charge de 318 millions d'euros sur le goodwill propre à EDF concernant EnBW ainsi qu'une reprise de provision pour 624 millions d'euros en liaison avec la cession de Light.

³² Les données publiées au titre du 1^{er} semestre 2006 ont été retraitées du changement lié à la présentation sur une ligne spécifique de la dotation nette aux provisions pour renouvellement des immobilisations en concession.

4-3.4 Autres produits et charges d'exploitation

Les autres produits et charges d'exploitation s'établissent à 666 millions d'euros au premier semestre 2007 contre 691 millions d'euros au premier semestre 2006.

Les variations de ce poste concernent exclusivement la France et le Reste de l'Europe.

En **France**, les autres produits et charges d'exploitation intègrent la comptabilisation au premier semestre 2007 de l'impact positif de 555 millions d'euros sur la provision pour renouvellement des changements d'estimation des durées de vie des bâtiments de postes de transformation (durée de vie augmentée de 30 à 45 ans) et des matériels de comptage électronique (durée de vie réduite de 30 à 25 ans, voire à 20 ans selon le type de matériel) et

de la prise en compte de la baisse des coûts de renouvellement de ces matériels de comptage.

Au premier semestre 2006, les autres produits et charges d'exploitation comprenaient en France une reprise de provision de 328 millions d'euros liée au complément exceptionnel de retraite.

Dans le **Reste de l'Europe**, le premier semestre 2007 fait apparaître un produit net de 111 millions d'euros correspondant à la plus-value enregistrée par EDF International sur la cession en mai 2007 de la participation résiduelle de 25% dans le capital d'Edenor. Au premier semestre 2006, le produit net de 363 millions d'euros correspondait essentiellement aux plus-values de cession de ASA et de deux centrales égyptiennes.

4-4 Résultat financier

En millions d'euros	1 ^{er} semestre 2007	1 ^{er} semestre 2006	Variation en valeur	Variation en %
Coût de l'endettement financier brut	(750)	(776)	26	(3,4)
Charges d'actualisation	(1 314)	(1 280)	(34)	2,7
Autres produits et charges financiers	809	555	254	45,8
Total Groupe	(1 255)	(1 501)	246	(16,4)

Le Résultat financier s'établit à -1 255 millions d'euros au premier semestre 2007 en hausse de 246 millions d'euros (soit -16,4%) par rapport au premier semestre 2006. Cette amélioration est due principalement :

- à une progression de +26 millions d'euros sur le coût de l'endettement brut, due essentiellement à la sortie de LIGHT au 1^{er} juillet 2006 (+56 millions) et malgré la progression des taux d'intérêt,
- à une dégradation de -34 millions d'euros des charges de désactualisation, en particulier sur les provisions nucléaires en France,
- à une amélioration de +254 millions d'euros des autres produits et charges financiers, qui s'explique essentiellement par la progression du rendement des produits de placements (+99 millions), la variation des dotations aux provisions financières (+55 millions) et du résultat de change hors dette (+32 millions).

4-5 Impôts sur les résultats

Les **Impôts sur les résultats** s'élèvent à 1 695 millions d'euros au premier semestre 2007 contre 888 millions d'euros au premier semestre 2006.

L'augmentation de 807 millions d'euros entre juin 2006 et juin 2007 résulte d'un impôt particulièrement bas au premier semestre 2006, conséquence de la réorganisation juridique avant cession du groupe Light, ainsi que des effets favorables liés au changement de législation fiscale en Italie.

Les impôts sur les résultats à fin juin 2007 intègrent pour EDF Energy un produit de 111 millions d'euros correspondant à l'économie liée à la baisse du taux d'impôt sur les sociétés votée en juin 2007 au Royaume-Uni et effective au titre de l'année 2008.

4-6 Quote-part des SME

La quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence s'établit à 6 millions d'euros au premier semestre 2007 en diminution de 178 millions d'euros par rapport au premier semestre 2006.

Cette baisse résulte notamment d'une dotation aux provisions au Royaume-Uni, ainsi que d'une diminution dans le reste de l'Europe (changement de mode de consolidation de SSE) et dans le reste du monde (cession de la participation résiduelle dans Edenor).

4-7 Résultat net part du Groupe

Le résultat net part du Groupe s'élève au premier semestre 2007 à 3 514 millions d'euros, en baisse de 15,2% par rapport au premier semestre 2006 (4 143 millions d'euros).

Le résultat net courant, hors éléments non-récurrents, est de 3 183 millions d'euros au premier semestre 2007, en augmentation de 265 millions soit +9,1% par rapport au premier semestre 2006.

A périmètre constant, il progresse de 11,1%.

5 Analyse du résultat d'exploitation par zone géographique

Les principes relatifs aux informations sectorielles du Groupe EDF sont décrits en note 6 des comptes consolidés résumés du semestre clos le 30 juin 2007.

Le résultat d'exploitation se répartit par segment géographique comme suit :

En millions d'euros 1 ^{er} semestre 2007	France	Royaume- Uni	Allemagne	Italie	Reste Europe	Europe hors France	Reste Monde	Total
CHIFFRE D'AFFAIRES	16 493	4 395	3 497	2 300	2 986	13 178	640	30 311
Achats de combustibles et d'énergie	(4 126)	(2 720)	(2 151)	(1 486)	(1 024)	(7 381)	(395)	(11 902)
Autres consommations externes	(2 278)	(580)	(400)	(304)	(582)	(1 866)	(36)	(4 180)
Charges de personnel	(3 767)	(370)	(340)	(92)	(447)	(1 249)	(9)	(5 025)
Impôts et taxes	(1 457)	(57)	(7)	0	(108)	(172)	(7)	(1 636)
Autres produits et charges opérationnels	1 130	(41)	43	90	81	173	(6)	1 297
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	5 995	629	643	506	906	2 684	186	8 865
Dotations aux amortissements	(1 835)	(237)	(176)	(214)	(200)	(827)	(55)	(2 717)
Dotations nettes aux provisions pour renouvellement des immobilisations en concession	(275)	0	0	0	(4)	(4)	0	(279)
Pertes de valeur	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres produits et charges d'exploitation	555	0	0	0	111	111	0	666
RESULTAT D'EXPLOITATION	4 440	391	466	292	812	1 961	134	6 535
En millions d'euros 1 ^{er} semestre 2006	France	Royaume- Uni	Allemagne	Italie	Reste Europe	Europe hors France	Reste Monde	Total
CHIFFRE D'AFFAIRES	16 447	4 022	2 996	2 919	2 468	12 405	1 510	30 362
Achats de combustibles et d'énergie	(4 187)	(2 552)	(1 726)	(2 204)	(901)	(7 383)	(924)	(12 494)
Autres consommations externes	(2 273)	(446)	(396)	(274)	(332)	(1 448)	(96)	(3 817)
Charges de personnel	(3 679)	(302)	(309)	(89)	(399)	(1 099)	(55)	(4 833)
Impôts et taxes	(1 423)	(54)	(12)	(1)	(101)	(168)	(10)	(1 601)
Autres produits et charges opérationnels	693	(25)	39	117	50	181	(103)	771
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	5 579	643	593	468	787	2 491	318	8 388
Dotations aux amortissements	(1 813)	(216)	(166)	(227)	(169)	(778)	(66)	(2 657)
Dotations nettes aux provisions pour renouvellement des immobilisations en concession	(260)	0	0	0	(4)	(4)	0	(264)
Pertes de valeur	1	0	(318)	(10)	3	(325)	623	299
Autres produits et charges d'exploitation	328	0	0	0	363	363	0	691
RESULTAT D'EXPLOITATION	3 834	427	109	231	979	1 746	877	6 457

5-1 France

En millions d'euros	1 ^{er} semestre 2007	1 ^{er} semestre 2006	Variation en valeur	Variation en %	Croissance organique en %
Chiffre d'affaires	16 493	16 447	46	0,3	0,3
EBE	5 995	5 579	416	7,5	7,5
Résultat d'exploitation	4 440	3 834	606	15,8	NA

5-1.1 Ventilation de l'information financière du segment « France »

La contribution du segment France au chiffre d'affaires et à l'EBE du Groupe est également présentée selon la ventilation suivante :

« **Activités régulées** » regroupe les activités de :

- Transport en métropole
- Distribution en métropole
- Production et distribution d'EDF dans les systèmes énergétiques insulaires (SEI).

Les activités Transport et Distribution sont régulées via les Tarifs d'Utilisation des Réseaux Publics (TURP).

Le chiffre d'affaires des Activités régulées comprend la part Acheminement incluse dans les tarifs intégrés.

« **Activités non régulées** » regroupe les activités de :

- Production, Commercialisation et Optimisation en métropole,
- Ventes de prestations d'ingénierie et de conseil.

5-1.2 Ouverture du marché

Au 30 juin 2007, la part de marché détenue par EDF sur l'électricité en France sur l'ensemble des clients finaux éligibles est de 83,2%, et en légère hausse par rapport à fin juin 2006 (82,9%).

Le marché de l'électricité français est totalement ouvert à la concurrence depuis le 1^{er} juillet 2007.

5-1.3 Equilibre offre-demande

La production hydraulique est en légère hausse au premier semestre 2007 par rapport au premier semestre 2006 (+1,3 TWh soit +7%) alors que la production nucléaire (207,7 TWh) est en baisse de 7,8 TWh.

Cette diminution de la production nucléaire est la conséquence d'un planning d'arrêts de tranche plus concentré sur le premier semestre en 2007 qu'en 2006 et d'un programme de maintenance accru par les opérations de lessivage des générateurs de vapeur effectuées sur certaines tranches nucléaires.

L'absence de tension sur l'équilibre offre-demande au premier semestre 2007 a permis de limiter l'appel aux tranches fioul.

La douceur du climat constatée sur le premier semestre 2007 induit une baisse sensible (-13,9 TWh) des ventes aux clients finaux par rapport à un premier semestre 2006 caractérisé par des températures durablement en dessous des normales saisonnières. Cette évolution liée au climat est partiellement compensée par la croissance de la demande, hors effet climatique, et une hausse des ventes sur les marchés de gros.

5-1.4 Chiffre d'affaires

La contribution de la **France** au chiffre d'affaires du Groupe s'élève à 16 493 millions d'euros, en légère progression par rapport au premier semestre 2006 (+0,3%).

Les ventes d'électricité ont bénéficié d'effets prix positifs (évolution tarifaire d'août 2006 et effet prix positif sur les enchères contractualisées en 2006), compensés par une baisse des ventes en volume. Les ventes en volumes ont été impactées au premier semestre par la douceur du climat et, au deuxième trimestre, par la moindre disponibilité du parc nucléaire.

Par ailleurs, la mise en place du Tarif transitoire d'ajustement au marché a contribué, sur ce même trimestre, à stabiliser les prix de vente aux clients concernés.

Les ventes de gaz naturel sont en progression et contribuent à hauteur de 0,3% à la progression du chiffre d'affaires de la France.

5-1.5 EBE

La contribution de la **France** à l'EBE du Groupe s'élève à 5 995 millions d'euros, en progression de 7,5% par rapport au premier semestre 2006 (5 579 millions d'euros).

Cette évolution résulte de l'impact favorable de la baisse des prix de marché spot sur les coûts de sourcing (achats sur le marché et obligations d'achat, après compensation de la CSPE) et de l'effet de la hausse tarifaire du 15 août 2006. Ces deux facteurs font plus que compenser les effets défavorables sur les volumes vendus, induits par la douceur du climat et la moindre disponibilité du parc nucléaire.

Achats de combustibles et d'énergie

Les achats de combustibles et d'énergie s'établissent à 4 126 millions d'euros au premier semestre 2007, en baisse de 61 millions d'euros (-1,5%) par rapport au premier semestre 2006.

La moindre production du parc nucléaire et une moindre sollicitation des tranches fioul ont induit une baisse des consommations de combustibles. Cette baisse est en partie compensée par la hausse des achats de gaz liée au développement des ventes et le renchérissement du coût des achats d'énergie pour compensation des pertes réseaux ayant fait l'objet d'achats à terme en 2006.

Autres consommations externes et charges de personnel

Les autres consommations externes s'élèvent à 2 278 millions d'euros, en légère progression (+0,2%) par rapport au premier semestre 2006. Les gains de productivité et des effets favorables non récurrents compensent la hausse des coûts de maintenance et les coûts supplémentaires induits par la préparation à l'ouverture à la concurrence du marché résidentiel.

Les charges de personnel s'élèvent à 3 767 millions d'euros, en hausse de 2,4% par rapport au premier semestre 2006, du fait notamment de coûts non récurrents (provision pour congés de fin de carrière).

Les augmentations de salaires sont en partie compensées par la baisse des effectifs (-2,4%).

Impôts et taxes

Les impôts et taxes augmentent de +2,4% (+34 millions d'euros). Cette hausse reflète un alourdissement de l'ensemble des taxes (taxe professionnelle, taxe foncière, taxe INB notamment).

Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels s'améliorent de 437 millions d'euros. Cette hausse est principalement due à l'augmentation de la Contribution au Service Public de l'Electricité (CSPE) et résulte pour l'essentiel de l'évolution de la compensation à recevoir au titre des surcoûts induits par les obligations d'achat en métropole. Ces surcoûts, établis sur la base du différentiel entre le prix de marché spot et les coûts d'achat effectifs pour EDF aux producteurs bénéficiant de ce dispositif, ont fortement augmenté du fait de la baisse des prix spot sur le premier semestre 2007 comparé au premier semestre 2006 (53,7 euros/MWh en 2006, 30 euros/MWh en 2007).

5-1.6 Ventilation de l'information financière du segment France entre activités régulées et activités non régulées

Le tableau suivant détaille l'évolution entre le premier semestre 2006 et le premier semestre 2007 du chiffre d'affaires et de l'EBE du segment France, selon la distinction activités régulées / activités non régulées :

En millions d'euros	1 ^{er} semestre 2007	1 ^{er} semestre 2006	Variation en valeur	Variation en %	Croissance organique en %
Chiffre d'affaires	16 493	16 447	46	0,3	0,3
non régulé	10 525	10 297	228	2,2	2,2
régulé	6 231	6 602	(371)	(5,6)	(5,6)
éliminations	(263)	(452)	189	-	-
EBE	5 995	5 578	417	7,5	7,5
non régulé	3 869	3 225	644	20,0	20,0
régulé	2 126	2 353	(227)	(9,7)	(9,7)

Le chiffre d'affaires des **activités régulées** est en baisse de 371 millions d'euros, principalement en raison de l'impact du climat sur les ventes d'acheminement.

Le chiffre d'affaires des **activités non régulées** est en hausse de 228 millions d'euros. Cette hausse est liée à un effet prix positif sur les ventes d'électricité sur les marchés de gros à plus d'un an (enchères) contractualisées en 2006 et à l'évolution tarifaire de 2006. La baisse des volumes liée au climat est en partie compensée par la croissance de la demande et l'augmentation des ventes sur les marchés de gros.

L'EBE des **activités régulées**, en baisse de 227 millions d'euros, est affecté par la douceur du climat du premier semestre 2007 et le renchérissement du coût des achats d'énergie pour compensation des pertes réseaux ayant fait l'objet d'achats à terme en 2006.

L'EBE des **activités non régulées** augmente sensiblement (+644 millions d'euros) grâce notamment aux effets prix sur le chiffre d'affaires et la CSPE.

5-1.7 Résultat d'exploitation

La contribution de la **France** au résultat d'exploitation du Groupe s'établit à 4 440 millions d'euros, en augmentation de 15,8% par rapport au premier semestre 2006. Cette hausse résulte de l'évolution de l'EBE, à laquelle s'ajoute celle des autres produits et charges d'exploitation qui ont été impactés par des reprises sur la provision pour renouvellement au premier semestre 2007 et pour le complément exceptionnel de retraite (CER) en 2006.

Hors ces éléments, le résultat d'exploitation serait en progression de 10,8%, soit une évolution plus proche de celle de l'EBE.

5-2 Royaume-Uni

En millions d'euros	1 ^{er} semestre 2007	1 ^{er} semestre 2006	Variation en valeur	Variation en %	Croissance organique en %
Chiffre d'affaires	4 395	4 022	373	9,3	7,3
EBE	629	643	(14)	(2,2)	(4,2)
Résultat d'exploitation	391	427	(36)	(8,4)	(10,3)

5-2.1 Chiffre d'affaires

La contribution d'**EDF Energy** au chiffre d'affaires du Groupe est de 4 395 millions d'euros au premier semestre 2007, en croissance de 9,3% et en croissance organique de +7,3%, par rapport au premier semestre 2006. La croissance comprend un effet de change de +2% lié à l'appréciation de la livre sterling.

La croissance organique est portée par les prix et les tarifs à hauteur de 8,6%, principalement dans l'activité commerciale qui bénéficie des hausses des tarifs intervenues en 2006 en électricité et en gaz et dans une moindre mesure dans l'activité régulée principalement suite aux augmentations des péages d'accès aux réseaux intervenues également en 2006.

Les volumes nets sont en légère baisse (-1,3%), la croissance de la base clients (EDF Energy a acquis 242 000 nouveaux comptes clients depuis le 30 juin 2006) ayant été compensée par les effets de la douceur exceptionnelle du climat.

EDF Energy a diminué ses tarifs sur le gaz le 15 juin 2007 de 10,2%, avec un impact négligeable sur le premier semestre 2007.

5-2.2 EBE

La contribution d'**EDF Energy** à l'EBE du Groupe, de 629 millions d'euros au premier semestre 2007, diminue de -2,2%, en baisse organique de -4,2%.

Cette évolution recouvre une évolution contrastée entre activités régulées et dérégulées. L'activité réseaux a continué de bénéficier sur le semestre d'un effet prix positif (hausse des péages d'accès réseaux courant 2006) qui a plus que compensé les baisses de volume entraînées par la douceur du climat.

Dans les activités dérégulées, la douceur du climat s'est traduite par une baisse des volumes, laquelle a occasionné des positions longues dans un marché baissier, dégradant les marges principalement dans le gaz naturel. Par ailleurs, et dans un environnement très concurrentiel, EDF Energy a poursuivi ses investissements commerciaux et marketing pour maintenir et développer sa base clients, se traduisant par une augmentation des autres consommations externes et des charges de personnel.

5-2.3 Résultat d'exploitation

La contribution d'**EDF Energy** au résultat d'exploitation du Groupe s'établit à 391 millions d'euros, en baisse de 8,4%.

Cette diminution reflète d'une part l'évolution de l'EBE et d'autre part l'augmentation des dotations nettes aux amortissements résultant principalement des investissements réalisés dans l'activité régulée, notamment à la suite de la revue effectuée en 2005 par le régulateur (Ofgem) pour la période 2005-2010, ainsi que d'investissements dans les centrales de production.

5-3 Allemagne

En millions d'euros	1 ^{er} semestre 2007	1 ^{er} semestre 2006	Variation en valeur	Variation en %	Croissance organique en %
Chiffre d'affaires	3 497	2 996	501	16,7	10,4
EBE	643	593	50	8,4	3,7
Résultat d'exploitation	466	109	357	N/S	N/A

5-3.1 Chiffre d'affaires

La contribution de **EnBW** au chiffre d'affaires du Groupe est de 3 497 millions d'euros au premier semestre 2007, en augmentation de +16,7% et en croissance organique de +10,4% par rapport au premier semestre 2006.

Cette croissance intègre des effets de périmètre, à hauteur de 6,3% liés principalement à la consolidation par intégration globale de Stadtwerke Düsseldorf (SWD) sur la totalité du premier semestre 2007 contre trois mois au premier semestre 2006. La croissance organique de +10,4%, qui comporte un effet prix de 5,5% et un effet volume de 4,9%, résulte principalement des activités électriques qui représentent environ les trois-quarts du chiffre d'affaires et progressent de 20%. Cette progression est portée principalement par le volume des ventes sur les marchés de gros et les ventes aux clients industriels et pour le complément par un effet prix positif. Le chiffre d'affaires des activités gazières est en baisse organique de 25% principalement sous l'effet de la baisse des volumes consécutive à la douceur du climat.

5-3.2 EBE

La contribution de **EnBW** à l'EBE du Groupe est en augmentation de 8,4% et en croissance organique de 3,7% par rapport au premier semestre 2006.

L'augmentation de l'EBE, plus faible que celle du chiffre d'affaires, s'explique principalement, par une forte augmentation du poste « Achat de combustibles et d'énergie » (+24,6%), résultant des achats liés à la croissance de l'activité sur les marchés de gros et d'un effet périmètre.

Les charges d'exploitation sont en faible hausse (autres consommations externes : +1,0%, et charges de personnel : +1,9%).

L'EBE de l'activité électricité est en progression tandis que celui de l'activité gaz naturel est en baisse.

Dans l'activité électricité, la progression résulte de la bonne gestion des centrales, de l'activité d'optimisation sur les marchés, ainsi que de l'amélioration des marges de commercialisation, tandis que dans l'activité gaz naturel, la réduction de l'EBE est liée à la baisse des volumes vendus.

L'activité Services progresse également.

5-3.3 Résultat d'exploitation

La contribution d'**EnBW** au résultat d'exploitation du Groupe s'établit à 466 millions d'euros, en augmentation de 357 millions d'euros. Cette augmentation s'explique principalement par la hausse de l'EBE et par la constatation au premier semestre 2006 d'une perte de valeur de 318 millions d'euros sur le goodwill d'acquisition d'**EnBW** propre à EDF dans les comptes du Groupe.

5-4 Italie

En millions d'euros	1 ^{er} semestre 2007	1 ^{er} semestre 2006	Variation en valeur	Variation en %	Croissance organique en %
Chiffre d'affaires	2 300	2 919	(619)	(21,2)	(8,8)
EBE	506	468	38	8,1	13,9
Résultat d'exploitation	292	231	61	26,4	31,2

5-4.1 Chiffre d'affaires

La contribution de l'**Italie** au chiffre d'affaires du Groupe est de 2 300 millions d'euros, en baisse de -21,2% par rapport au premier semestre 2006.

La baisse du chiffre d'affaires du segment Italie comporte un effet périmètre de -361 millions d'euros (-12,4%) résultant principalement de l'intégration dans Edison de EDF Energia Italia³³, de l'effet de dilution de la participation d'EDF (de 51,58% à 48,96³⁴%) résultant de l'exercice de warrants par le groupe Tassara en février 2007 ainsi que des cessions par Edison de ses participations dans Rete et dans Serene.

La part organique du chiffre d'affaires est en baisse de -258 millions d'euros, soit -8,8% et est localisée principalement chez Edison.

La contribution de **Fenice** au chiffre d'affaires du Groupe s'élève à 267 millions d'euros, stable par rapport au premier semestre 2006.

La contribution d'**Edison** au chiffre d'affaires du Groupe s'établit à 2 033 millions d'euros pour 2 194 millions d'euros au premier semestre 2006, en baisse de 161 millions d'euros.

Cette baisse résulte principalement d'un effet périmètre (EDF Energia Italia, effet de dilution, cession par Edison de Rete et Serene) et de la baisse des volumes de gaz naturel vendus aux clients résidentiels et consécutive à la douceur du climat.

³³ EDF Energia Italia, précédemment détenue à 100% par EDF, a été acquise par le Groupe Edison au premier semestre 2007. Elle est désormais consolidée dans le Groupe EDF à hauteur de 48,96%.

³⁴ La participation d'EDF dans Edison tient compte des droits de votes potentiels résultant de l'exercice, non encore intervenu des warrants détenus par EDF.

5-4.2 EBE

La contribution du **segment Italie** à l'EBE du Groupe s'élève à 506 millions d'euros, en augmentation de 8,1% et en hausse organique de 13,9% par rapport au premier semestre 2006. Cette augmentation de l'EBE, malgré un chiffre d'affaires en baisse, s'explique principalement par la forte diminution du poste achats de combustibles et d'énergie (-718 millions d'euros, soit -32,6%) résultant d'évolutions de périmètre, de la baisse des volumes vendus entraînant moins d'achats, de l'optimisation des coûts d'approvisionnement en gaz, ainsi que de la diminution des achats d'électricité liée à l'augmentation des capacités de production.

La contribution de **Fenice** à l'EBE du Groupe s'élève à 58 millions d'euros au premier semestre 2007 contre 67 millions au premier semestre 2006. Cette baisse résulte des modifications tarifaires intervenues lors de la prolongation des contrats avec Fiat signée en janvier 2007.

La contribution d'**Edison** à l'EBE du Groupe s'établit à 449 millions d'euros pour 403 millions d'euros au premier semestre 2006, en hausse de 46 millions d'euros.

L'EBE des activités électriques est en progression. La hausse résulte de la meilleure optimisation des opérations de commercialisation sur le marché dérégulé. Les volumes produits par Edison ont augmenté grâce à la plus grande disponibilité des centrales de Torviscosa, Altomonte et Marghera, ce qui a permis de diminuer les achats d'électricité et d'augmenter les ventes sur le marché dérégulé.

L'EBE des activités gazières est en amélioration substantielle, en raison notamment d'une reprise de provision liée à la résolution 248/04 (plafonnement des prix de vente du gaz) constituée en 2006.

5-4.3 Résultat d'exploitation

La contribution de l'**Italie** au résultat d'exploitation du Groupe, est de 292 millions d'euros, en hausse de 61 millions d'euros, soit +26,4%, par rapport au premier semestre 2006.

5-5 Reste de l'Europe

En millions d'euros	1 ^{er} semestre 2007	1 ^{er} semestre 2006	Variation en valeur	Variation en %	Croissance organique en %
Chiffre d'affaires	2 986	2 468	518	21,0	10,2
EBE	906	787	119	15,1	8,3
Résultat d'exploitation	812	979	(167)	(17,1)	(20,5)

5-5.1 Chiffre d'affaires

La contribution du **Reste de l'Europe** au chiffre d'affaires du Groupe est de 2 986 millions d'euros, en hausse de 518 millions d'euros, soit +21,0%. Cette variation comprend un effet périmètre de 10,0% lié principalement au changement de méthode de consolidation de la société slovaque SSE (passage de mise en équivalence à intégration proportionnelle) et au changement de mode d'intégration d'EDF Energies Nouvelles (passage d'intégration proportionnelle à intégration globale) ainsi qu'aux acquisitions réalisées par Dalkia International.

La croissance organique du chiffre d'affaires du reste de l'Europe est de +10,2%.

Elle provient principalement de l'activité dans les pays d'Europe centrale (+13,1%), et de EDF Energies Nouvelles (+40,0%).

Dans les pays d'Europe centrale, la progression organique du chiffre d'affaires est portée principalement par les activités en Hongrie (+20,2%) et en Slovaquie (+16,8%).

En Hongrie, Demasz bénéficie d'un effet prix positif sur la distribution et les ventes régulées, ainsi que d'un effet prix et volume positif sur le marché libre. Bert voit son chiffre d'affaires augmenter en raison de la hausse des prix du gaz naturel répercutée aux clients résidentiels, sans effet sur l'EBE.

En Slovaquie (SSE), la progression est due principalement à la hausse des prix de gros sur l'activité commercialisation.

En Pologne, Rybnik bénéficie de la hausse des prix de vente et a accru ses volumes, mais les ventes de chaleur des cogénérateurs ont

A l'évolution de l'EBE, s'ajoute principalement, une réduction des dotations nettes aux amortissements de 5,7% résultant notamment des cessions de Serene et de Rete.

fortement chuté compte tenu de la douceur climatique de l'hiver 2007.

Le chiffre d'affaires d'EDF Energies Nouvelles progresse grâce à l'activité production du parc éolien existant ainsi que grâce à la mise en service de nouveaux parcs éoliens en Italie, en Grèce, au Royaume Uni et aux Etats-unis.

Le chiffre d'affaires d'EDF Trading³⁵ est de 320 millions d'euros en baisse de -6,4% par rapport à un premier semestre 2006 particulièrement élevé. La détente des marchés de l'énergie et leur moindre volatilité ont réduit les possibilités d'actions.

5-5.2 EBE

La contribution du **Reste de l'Europe** à l'EBE du Groupe est de 906 millions d'euros, en augmentation de 119 millions d'euros, soit +15,1% par rapport au premier semestre 2006. La hausse organique est de 8,3%.

La hausse organique de l'EBE dans les pays d'Europe centrale est en progression de +7,8%. Elle est localisée principalement en Slovaquie où SSE a accru ses marges de commercialisation grâce à une évolution favorable des prix sur le marché libre.

En Hongrie, la progression de l'EBE de Demasz due aux effets prix a été compensée par la réduction des ventes de chaleur de Bert. De même en Pologne, la hausse des prix a compensé les effets défavorables dus au climat chez les cogénérateurs.

³⁵ Le chiffre d'affaires d'EDFT est constitué de la marge de trading.

La croissance organique de l'EBE chez EDF Energies Nouvelles résulte essentiellement du développement de l'activité.

La contribution de EDF Trading à l'EBE du Groupe est en hausse, du fait d'une reprise de provision.

5-5.3 Résultat d'exploitation

La contribution du **Reste de l'Europe** au résultat d'exploitation du Groupe s'élève à 812 millions d'euros, en diminution de

167 millions d'euros par rapport au premier semestre 2006.

Le résultat d'exploitation du premier semestre 2006 comprenait des plus-values pour 354 millions d'euros réalisées lors de la cession d'ASA et des deux centrales égyptiennes.

Celui du premier semestre 2007 comprend des plus-values pour 111 millions d'euros réalisés par EDF International et résultant de la cession de 25% de participation résiduelle dans Edenor.

5-6 Reste du monde

En millions d'euros	1 ^{er} semestre 2007	1 ^{er} semestre 2006	Variation en valeur	Variation en %	Croissance organique en %
	Chiffre d'affaires	640	1 510	(870)	(57,6)
EBE	186	318	(132)	(41,5)	6,3
Résultat d'exploitation	134	877	(743)	(84,7)	2,5

5-6.1 Chiffre d'affaires

La contribution du **Reste du monde** au chiffre d'affaires du Groupe est en baisse de 870 millions d'euros, soit -57,6%.

Cette baisse résulte essentiellement de la cession du groupe Light en août 2006 et de l'effet périmètre associé (-56,0%).

La croissance organique du chiffre d'affaires est de +0,9%.

Au Mexique, le chiffre d'affaires est en léger recul, certaines centrales n'ayant été que faiblement appelées au premier semestre 2007.

En Asie, le chiffre d'affaires est en croissance organique de 15,2%, les centrales de Meco (progression de la production) et Figlec (augmentation du prix du charbon sans effet sur l'EBE) ayant contribué toutes deux à l'augmentation du chiffre d'affaires.

5-6.2 L'EBE

La contribution du **Reste du monde** à l'EBE du Groupe est en baisse de 132 millions d'euros (soit -41,5%) il comprend un effet périmètre négatif (-144 millions soit -45,3%) lié à la cession de Light.

La croissance organique est de +6,3%.

Elle provient essentiellement de l'amélioration de la productivité de Meco au Vietnam.

5-6.3 Résultat d'exploitation

La contribution du **Reste du monde** au résultat d'exploitation du Groupe est en diminution de 743 millions d'euros. Cette diminution s'explique essentiellement par l'évolution de l'EBE et par une reprise de provision pour perte de valeur de 624 millions d'euros (liée à la cession de 79,4% du capital de Light) au premier semestre 2006 sans équivalent en 2007.

6 Financement et endettement financier

6-1 Endettement financier net

L'endettement financier net du Groupe s'établit à 14 884 millions d'euros au 30 juin 2007. Il était de 14 932 millions d'euros au 31 décembre 2006 et diminue ainsi de 48 millions d'euros sur le premier semestre 2007.

La variation du niveau de l'endettement financier net du Groupe au premier semestre 2007 résulte en premier lieu du Free cash flow généré à hauteur de 2 771 millions d'euros. S'y ajoutent, dans le cadre du programme engagé par le Groupe pour la période 2005-2007, les cessions réalisées dont l'impact sur la dette à fin juin s'élève à 308 millions d'euros, ainsi

que l'effet positif sur la dette Edison lié au versement de 520 millions d'euros (254 millions d'euros en quote-part EDF) suite à l'exercice de warrants et à la modification du taux de détention d'Edison par EDF.

Les dotations brutes aux actifs dédiés s'élèvent à 1 174 millions d'euros, conformes aux engagements. Les investissements financiers nets sont de 169 millions d'euros. Le montant des dividendes versés est de 2 159 millions d'euros.

Le tableau suivant présente l'évolution de l'endettement financier net du Groupe :

Exercice clos au 30 juin En millions d'euros	1 ^{er} semestre 2007	1 ^{er} semestre 2006 (1)	Variation en valeur	Variation en %
Excédent brut d'exploitation	8 865	8 388	477	5,7
Neutralisation des éléments non monétaires inclus dans l'EBE	(1 153)	(508)		
Frais financiers nets décaissés	(555)	(488)		
Impôt récurrent	(848)	(552)		
Autres éléments (2)	98	(24)		
Cash Flow Opérationnel (FFO)	6 407	6 816	(409)	-6,0
Variation du besoin en fonds de roulement net	(696)	(399)		
Investissements non financiers nets (Capex nets)	(2 940)	(2 296)		
Free cash flow	2 771	4 121	(1 350)	-32,8
Actifs dédiés	(1 174)	(844)		
Investissements financiers nets	(169)	(364)		
Dividendes versés	(2 159)	(1 504)		
Autres variations (3)	452	(397)		
Variation de l'endettement financier net, hors effets de périmètre et de change	(279)	1 012	(1 291)	-127,6
Effet de la variation du périmètre	58	392		
Effet de la variation de change	89	198		
Autres variations non monétaires (4)	180	(62)		
(Augmentation)/Diminution de l'endettement financier net	48	1 540	(1 492)	-96,9
Endettement financier net ouverture	14 932	18 592		
Endettement financier net clôture	14 884	17 052		

(1) Données publiées du 1^{er} semestre 2006 retraitées du reclassement de la dotation nette à la provision pour renouvellement des immobilisations en concession.

(2) Correspond principalement aux dividendes reçus des sociétés mises en équivalence.

(3) Principalement soulte Marcoule sur 2006 et augmentation de capital d'Edison sur 2007.

(4) Correspond principalement aux variations de justes valeurs et aux reclassements comptables qui ont un impact sur les comptes qui composent la dette nette.

La variation de la contribution de chaque segment géographique à l'endettement financier net est présentée ci-dessous :

Exercices clos au 30 juin En millions d'euros	30 juin 2007	31 décembre 2006	Variation en valeur	Variation en %
France	6 584	5 940	644	10,8
Royaume-Uni	6 782	6 413	369	5,8
Allemagne	1 688	1 766	(78)	(4,4)
Italie	(629)	(99)	(530)	(535,4)
Reste de l'Europe	(758)	(501)	(257)	(51,3)
Reste du monde	681	1 398	(716)	(51,2)
Total	14 348	14 917	(569)	(3,8)
Endettement financier net des sociétés figurant dans les passifs non courants détenus en vue de la vente	536	15	521	NS
Total Groupe	14 884	14 932	(48)	(0,3)

La diminution de l'endettement net en Italie est principalement liée au versement de 520 millions d'euros (254 millions d'euros en quote-part EDF) suite à l'exercice de warrants mais également à un désendettement de la filiale. La diminution de l'endettement net du Reste du monde s'explique par le transfert dans la ligne « Endettement financier net des sociétés figurant dans les passifs non courants détenus en vue de la vente » de celui des filiales mexicaines dont la cession est en cours.

6-2 Cash flow opérationnel

Le **Cash flow opérationnel** s'élève à 6 407 millions d'euros, en baisse de 409 millions d'euros, soit -6,0%, par rapport à juin 2006 (6 816 millions d'euros).

Cette évolution, différente de celle de l'EBE (+5,7%), résulte de l'augmentation d'un semestre à l'autre des frais financiers et des impôts décaissés, ainsi que d'une augmentation des éléments non monétaires de l'EBE.

Celle-ci s'élève à 645 millions d'euros suite à des reprises de provisions supérieures à celles de 2006 (aval du cycle nucléaire en France et émissions de CO₂ au Royaume-Uni).

Le **Free cash flow**, s'élève à 2 771 millions d'euros en diminution de 1 350 millions d'euros par rapport à juin 2006 (4 121 millions d'euros) après effets des évolutions du besoin en fonds de roulement (BFR) et des investissements non financiers.

6-3 Variation du besoin en fonds de roulement

En hausse de 696 millions d'euros

En France, le besoin en fonds de roulement augmente de 864 millions d'euros au premier semestre 2007. Cette variation résulte principalement de la progression de la créance liée à la Contribution au Service Public de l'Electricité (CSPE) et, dans une moindre proportion, de la progression des créances liées aux différentes taxes dues (TVA, taxes locales et spécifique aux activités de l'entreprise). Les actions d'optimisation du BFR en France conduites dans le cadre d'Altitude permettent de dégager 235 millions d'euros de gains supplémentaires (créances clients et dettes fournisseurs). L'effet de la saisonnalité sur le BFR est favorable à fin juin. Toutefois, les stocks sont en hausse sous l'impact d'effets volumes et prix défavorables.

Hors France, le BFR baisse de 168 millions d'euros, sous l'effet de la saisonnalité de l'activité et d'effets prix et volumes (douceur climatique) favorables. Au Royaume-Uni, EDF Energy poursuit le programme d'optimisation de son cycle clients qui lui a permis de dégager environ 76 millions d'euros de gains depuis septembre 2006, date de son lancement.

6-4 Investissements non financiers bruts :

En croissance de près de 25% par rapport au premier semestre 2006.

Les investissements **non financiers** bruts (Capex bruts³⁶) s'élèvent à 3 023 millions d'euros, en augmentation de 602 millions d'euros (+24,9%) par rapport au premier semestre 2006³⁷.

L'évolution sur la période, des investissements **non financiers** bruts du Groupe est la suivante :

Exercice clos au 30 juin 2007 En millions d'euros	1 ^{er} semestre 2007	1 ^{er} semestre 2006	Variation en valeur	Variation en %
France : Activités régulées	1 021	992	29	2,9
France : Activités non régulées	797	578	219	37,9
Total France	1 818	1570	248	15,8
Royaume-Uni	505	409	96	23,5
Allemagne	151	90	61	67,8
Italie	156	131	25	19,1
Reste de l'Europe	382	150	232	NA
Europe (hors France)	1194	780	414	53,1
Reste du monde	11	71	(60)	(84,5)
Investissements non financiers bruts (Capex bruts)	3 023	2 421	602	24,9

³⁶ Ils comprennent les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles ainsi que la variation des dettes fournisseurs associées.

³⁷ Les cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles représentent 83 millions d'euros dont 38 millions d'euros de cessions immobilières en France. Les investissements nets sont de 2 940 millions d'euros à fin juin 2007, en progression de 644 millions d'euros (+28%) par rapport à juin 2006 (2 296 millions d'euros).

La progression en France est de +15,8%. Elle se situe principalement dans les activités non régulées (+219 millions d'euros) et notamment dans la production où les investissements, en hausse de 204 millions d'euros, ont atteint 699 millions d'euros en juin 2007 (495 millions d'euros en juin 2006, soit +41,2%). Il s'agit tant du développement des capacités dans le nucléaire (construction de l'EPR à Flamanville) et dans le thermique (réactivation des tranches fioul, turbines à combustion) que du maintien du patrimoine (programme Super hydro dans l'hydraulique notamment).

Pour ce qui est des réseaux, les investissements, en hausse de 2,9% concernent, principalement, pour les réseaux de transport le domaine des grands transports et des interconnexions de même que le développement et le renouvellement des réseaux régionaux et, pour la distribution, le développement, le renforcement et le remplacement des réseaux, ainsi que la prévention des risques climatiques.

Les investissements progressent également dans l'ensemble des zones géographiques, à l'exception du « Reste du Monde » dont l'évolution reflète la cession de Light.

La progression la plus significative est celle d'EDF Energies Nouvelles (208 millions d'euros au niveau du Reste de l'Europe) qui correspond principalement aux développement des différents

parcs éoliens en Europe (Portugal, Grèce, Italie, Royaume-Uni) et aux Etats-Unis.

Au Royaume-Uni la progression de +23,5% correspond principalement au développement des réseaux et, dans une moindre proportion, à celui des activités commerciales et de la production.

6-5 Investissements financiers nets

Poursuite de la constitution d'actifs dédiés et recentrage des activités

La dotation brute aux actifs dédiés pour l'activité nucléaire s'établit à 1 174 millions d'euros.

Les autres investissements financiers nets s'élèvent à 169 millions d'euros.

Ils comprennent les investissements de développement et de croissance externe pour 245 millions d'euros (acquisitions réalisées par EnBW, notamment poursuites de prises de participation dans Enso, ESW et GSW, Dalkia et EDF Energies Nouvelles). Ils comprennent également les cessions de Finel et Serene en Italie, d'Edenor, en Argentine et d'U-Plus en Allemagne dont l'impact sur la dette nette à fin juin s'élève à 308 millions d'euros. et les opérations financières courantes (placements trésorerie court terme, avances financières notamment).

7 Événements postérieurs au 30 juin 2007

L'information sur les événements postérieurs à la clôture figure en note 29 des comptes consolidés résumés du semestre clos le 30 juin 2007.

Ceux-ci comprennent notamment :

Ouverture totale à la concurrence des marchés électriques et gaziers en France au 1er juillet 2007

La directive européenne de juin 2003 prévoit un calendrier d'ouverture du marché de l'électricité à la concurrence.

Après les clients non résidentiels éligibles depuis le 1^{er} juillet 2004, les clients résidentiels sont devenus également éligibles au 1^{er} juillet 2007³⁸, concrétisant ainsi l'ouverture totale du marché de l'électricité.

L'ouverture à la concurrence des marchés nationaux du gaz naturel à l'ensemble des clients est également intervenue à compter du 1^{er} juillet 2007.

EDF a pris toutes les dispositions nécessaires pour garantir, dès le 1er juillet, à tous les fournisseurs un accès au réseau de distribution d'électricité dans des conditions de parfaite équité et de transparence totale.

Augmentation de tarifs en France au 16 août 2007

En France, à compter du 16 août 2007, les tarifs de vente d'électricité fixés par les pouvoirs publics augmentent de 1,1% pour les particuliers et de 1,5% pour les professionnels et les industriels³⁹. Cette évolution s'applique aux clients d'EDF qui ont choisi, dans le cadre de l'ouverture des marchés, de conserver le tarif réglementé.

Exercice par Edison de ses options d'achat sur Edipower

Edison a exercé le 16 juillet 2007 ses options d'achat de titres Edipower détenus par les établissements financiers Interbanca SpA et Albojo. Le transfert de ces titres sera effectif au 31 juillet 2007.

Par ailleurs, l'établissement financier Unicredit a exercé ses options de vente de titres Edipower à Edison.

Le transfert de ces titres sera réalisé fin janvier 2008.

La dette constatée à ce titre par le Groupe EDF est de 126 millions d'euros (quote-part EDF).

A l'issue de ces opérations, la participation d'Edison dans Edipower sera portée de 40% à 50%.

Développement d'Edison en Grèce

Le 11 juillet, le Conseil d'administration d'Edison a ratifié la signature d'un protocole d'accord entre Edison et la société Hellenic Petroleum, relatif à la création d'une entreprise détenue à 50/50 pour intervenir sur le marché de l'électricité en Grèce en fournissant à terme une capacité de production de plus de 1 400 MW. Hellenic Petroleum apportera sa filiale T-Power qui possède une centrale à cycle combiné au gaz naturel (390 MW), située à Thessalonique. Edison apportera ses investissements en actions dans une centrale à cycle combiné (420 MW) en cours de construction à Thisvi, et dans un projet à l'étude pour la construction d'une centrale thermique au charbon (600 MW).

L'ensemble deviendrait ainsi le second opérateur du marché grec.

³⁸ Un client éligible peut conclure un contrat d'achat d'électricité avec un producteur ou un fournisseur de son choix installé sur le territoire de la Communauté Européenne ou sur le territoire d'un Etat partie à un accord international avec la France (article 20-III de la loi n°2000-108 du 10 février 2000).

³⁹ Tarifs jaunes et verts.

EDF et Constellation Energy ont signé en juillet 2007 un partenariat stratégique pour le développement conjoint de centrales nucléaires de type EPR aux Etats-Unis

EDF et l'électricien américain Constellation Energy (CEG) ont signé un accord relatif à la création par les deux sociétés d'une entreprise détenue à 50/50. L'objet de cette dernière est de développer, réaliser, détenir et exploiter, de manière conjointe, des centrales nucléaires de type EPR aux Etats-Unis.

Ce partenariat fait suite à l'accord-cadre de coopération annoncé le 1er juin 2006 entre les deux sociétés selon lequel elles s'engageaient à coopérer pour favoriser le développement de centrales nucléaires de nouvelle génération de type EPR aux Etats-Unis, avec des standards de performance élevés et un très haut niveau de sûreté.

Selon les termes du partenariat qui vient d'être conclu, EDF a versé un apport initial de 350 millions de dollars à l'entreprise commune. En outre, EDF pourrait ultérieurement apporter des contributions pouvant atteindre au total 275 millions de dollars, au fur et à mesure de la réalisation des principales étapes des projets de réalisation d'EPR. En contrepartie, Constellation Energy a apporté sa participation dans UniStar Nuclear et ses projets de développement de quatre centrales EPR standardisées sur les sites de Calvert Cliffs Nuclear Power Plant, Nine Mile Point Nuclear Station and R.E. Ginna Nuclear Plant.

Réforme de la fiscalité en Allemagne

A la suite de l'approbation définitive par les autorités allemandes, le 6 juillet 2007, de la réforme fiscale, le taux d'impôt sur les sociétés baisse de 38,00% à 28,96% à compter de 2008. Cette réforme se traduira au 31 décembre 2007 par la baisse de l'impôt différé passif d'EnBW et la constatation dans les comptes du Groupe d'un produit d'impôt de l'ordre de 300 millions d'euros.

Ouverture par la Commission européenne d'une procédure à l'encontre du groupe EDF concernant les contrats long terme de fourniture d'électricité

Le 18 juillet 2007, la Commission européenne a décidé d'ouvrir une procédure à l'encontre du groupe EDF, concernant ses activités en France, pour avoir conclu des contrats long terme de fourniture d'électricité qui auraient eu un effet de verrouillage sur le marché et, par suite, seraient prétendument constitutifs d'un abus de position dominante au sens de l'article 82 du Traité CE.

L'ouverture de cette procédure s'inscrit notamment dans le prolongement de l'enquête sectorielle de la Commission sur les marchés européens du gaz et de l'électricité, initiée le 12 juin 2005, dont les résultats ont été publiés le 10 janvier 2007 dans le *Rapport final concernant l'enquête sectorielle sur les marchés de l'énergie* (voir section 6.5.1.1 « législation européenne » du document de référence 2006 d'EDF).

Elle ne signifie pas que la Commission dispose d'ores et déjà de preuves suffisantes concernant l'infraction présumée.

A ce stade, EDF n'a pas de visibilité sur le calendrier précis de la Commission.

Syndicat National des Producteurs Indépendants (« SNPIET »)

En 1996, EDF avait été condamnée par le Conseil de la Concurrence sur le fondement d'abus de position dominante pour avoir fait obstacle à la signature de contrats d'achat d'électricité avec des producteurs indépendants.

Suite à cette condamnation, le SNPIET et d'autres producteurs avaient introduit une action en paiement de dommages et intérêts pour un montant de 70 millions d'euros devant le Tribunal de commerce de Paris.

S'en est suivie une longue procédure prenant fin avec la signature, le 20 juillet 2007, d'un protocole d'accord transactionnel qui a définitivement clos ce contentieux.

**Nomination de monsieur Pierre-Marie Abadie
au Conseil d'administration D'EDF:**

Par décret en date du 29 août 2007, Monsieur
Pierre-Marie Abadie, directeur de la demande

et des marchés énergétiques, est nommé
membre du conseil d'administration d'EDF, en
qualité de représentant de l'État, en
remplacement de Monsieur François Jacq.

8 Principaux risques et incertitudes pour le second semestre 2007

L'organisation du Groupe EDF, en matière de gestion et de contrôle de ses risques, est décrite dans la partie 4.1 de son document de référence 2006.

Le Groupe présente les principaux risques et incertitudes auxquels il estime être confronté dans la partie 4.2 de son document de référence 2006.

Cette présentation des principaux risques reste valable à la date de la publication du présent rapport pour l'appréciation des risques et incertitudes majeurs du second semestre 2007, et le Groupe reste soumis aux risques habituels et propres à son activité.

9 Faits marquants relatifs aux litiges en cours

Direct Energie

Le 22 février 2007, le Conseil de la concurrence a été saisi par la société Direct Energie d'une plainte, assortie d'une demande de mesures conservatoires, reprochant à EDF SA d'avoir mis en oeuvre plusieurs pratiques prétendument constitutives d'un abus de position dominante. Par décision du 28 juin 2007, le Conseil de la concurrence a estimé que les conditions requises pour le prononcé de mesures conservatoires étaient réunies en l'espèce et a notamment enjoint à EDF *"de transmettre au Conseil de la concurrence, dans un délai qui ne pourra excéder deux mois à compter de la notification de la présente décision, une proposition de fourniture d'électricité en gros ou toute autre solution techniquement et économiquement équivalente permettant aux fournisseurs alternatifs de concurrencer effectivement, sans subir de ciseau tarifaire, les offres de détail faites par EDF aux consommateurs d'électricité sur le marché libre"*. Dans sa décision, le Conseil a précisé qu'EDF pouvait, comme elle l'a d'ailleurs proposé en séance le 20 juin 2007, répondre à cette injonction par voie d'engagement(s) (conformément à la procédure prévue à l'article L. 464-2 I du Code de commerce) avant le 14 juillet 2007.

EDF a formalisé son engagement le 13 juillet 2007. Celui-ci a été publié, accompagné d'un résumé de l'affaire, sur le site Internet du Conseil le 19 juillet 2007 et soumis à un test de marché permettant de recueillir les observations des tiers intéressés avant le 15 septembre 2007.

Si la proposition d'engagement d'EDF est acceptée par le Conseil de la concurrence à l'issue du test de marché, elle permettra de clore la procédure en cours sans instruction au fond. Pour autant, cette proposition d'engagement ne saurait en aucune manière être interprétée comme une reconnaissance de la part d'EDF du bien-fondé des allégations de la saisissante à son encontre, ni plus largement de l'existence d'une quelconque infraction au

droit à la concurrence français et/ou communautaire.

L'engagement proposé par d'EDF porte sur la mise en place d'un mécanisme d'approvisionnement en électricité de base de long terme, de nature à permettre aux fournisseurs alternatifs de concurrencer effectivement EDF sur les marchés avals en France, et en particulier sur le marché dit "de masse", tout en respectant l'économie de la production d'électricité nucléaire dans la durée. Ce mécanisme porte sur une quantité de l'ordre de 10 TWh par an de fourniture en électricité de base et sur une durée allant de 10 à 15 ans en fonction du souhait de l'acquéreur. EDF envisage de mettre en oeuvre ce dispositif par le biais d'appels d'offres ouverts aux fournisseurs alternatifs, pour des livraisons d'électricité débutant en 2008.

EDF propose une structure de prix caractérisée par deux périodes distinctes avec un prix plus bas sur la première période de 3 ans -déterminé en considération du niveau des tarifs réglementés "Bleus"- et un prix sur la deuxième période composé, d'une part, par un terme reflétant les coûts de production du parc nucléaire d'EDF et d'autre part par le prix d'accès à la capacité proposé par l'acquéreur dans sa réponse à l'appel d'offres. Le prix moyen actualisé des offres déposées par les acteurs lors de l'appel d'offres ne pourra être inférieur à un prix de réserve, cohérent avec les coûts de développement de l'EPR Flamanville 3, condition nécessaire au développement soutenable du secteur électrique dans la durée. La possibilité est laissée aux acquéreurs de proposer la conversion du paiement financier en un paiement en nature.

Les acquéreurs sont libres d'utiliser l'énergie acquise auprès d'EDF sur le marché de détail ou sur le marché de gros, mais le contrat prévoit une clause de prix complémentaire visant à préserver l'effet utile du dispositif sur le développement de la concurrence sur le marché libre de masse en France.

Puis la société Direct Energie a de nouveau saisi le Conseil de la concurrence, le 26 juillet 2007, d'une plainte relative au respect de l'article 2 de la décision du 28 juin 2007, qui enjoignait à EDF de "négocier de bonne foi avec Direct Energie, comme EDF l'a proposé en séance, un contrat transitoire d'approvisionnement en gros à un prix reflétant ses coûts complets de production". Direct Energie allègue que EDF aurait méconnu cette injonction. Le dossier est en cours d'instruction par le Rapporteur chargé de cette affaire.

Décision de la Cour d'appel de Paris du 26 juin 2007 sur le contentieux KalibraXE

La société KalibraXE a saisi le conseil de la concurrence le 22 janvier 2007 au sujet de pratiques anticoncurrentielles qui auraient été selon elle mises en œuvre par EDF.

Cette saisine a été accompagnée d'une demande de mesures conservatoires. KalibraXE dénonçait l'introduction par EDF, dans ses contrats récents, de clauses dont l'objet et l'effet auraient été d'empêcher l'entrée sur le marché de nouveaux fournisseurs et le développement de leur activité.

Le 25 avril 2007, le Conseil de la concurrence a considéré la saisine recevable au fond mais a rejeté les mesures conservatoires demandées par KalibraXE.

Le Conseil, à titre conservatoire, a toutefois enjoint EDF à modifier ses conditions générales de vente, à informer sa clientèle ayant exercé son éligibilité qu'aucune pénalité n'est encourue à l'échéance normale du contrat et à communiquer au Conseil un exemplaire des conditions générales de vente modifiées. EDF devait en outre rendre compte au Conseil, dans les deux mois à compter de la date de notification de la décision, des mesures mises en œuvre pour la seconde injonction. KalibraXE a fait appel de cette décision et, le 26 juin 2007, la Cour d'appel de Paris a rejeté son recours.

10 Perspectives

Les résultats du premier semestre 2007 s'inscrivent dans le cadre des perspectives financières pluriannuelles annoncées pour la période 2006-2008.

Le Groupe poursuit ses investissements dans le développement et le renforcement des capacités de production et des réseaux, tant en France qu'à l'international ainsi que dans les

infrastructures gazières. Il entend également participer au renouveau du nucléaire dans le monde.

Le Groupe a ainsi franchi une nouvelle étape dans cette stratégie, en signant un accord de partenariat avec l'électricien américain Constellation Energy.

11 EDF S.A. Information financière⁴⁰

Le chiffre d'affaires net d'EDF SA pour le premier semestre 2007 s'est élevé à 17 131 millions d'euros et l'excédent brut d'exploitation à 4 477 millions d'euros.

⁴⁰ Chiffres indiqués en normes comptables françaises.